

PREFECTURE DE LA DRÔME

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

VALLEE DE L'HERBASSE

CHARMES SUR L'HERBASSE, CLERIEUX, ST DONAT SUR HERBASSE

LIVRET DES REGLEMENTS



SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES RISQUES MAJEURS
6, rue de Chamechande
38360 SASSENAGE
Tél : 04.76.53.19.40 - Fax : 04.76.53.25.39
E-mail : sfrm@wanadoo.fr

SOMMAIRE

LE REGLEMENT DU P.P.R.

1 - DISPOSITIONS GENERALES

1 - 1 - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

1 - 2 - DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES DE RISQUES

2 - MESURES DE PREVENTION PARTICULIERES APPLICABLES AUX ZONES DE RISQUES

REMARQUES IMPORTANTES

3 - CATALOGUE DES REGLEMENTS-TYPES

- **ZONES à RISQUE FORT**
- **ZONES à RISQUE MOYEN**

LE REGLEMENT DU P.P.R.

1 - DISPOSITIONS GENERALES

1 - 1 - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique à la partie du territoire communal des communes de **CHARMES, CLERIEUX, SAINT DONAT** incluse dans le périmètre d'étude de la carte réglementaire sur le fond IGN 1/10 000e.

Ce règlement détermine les mesures de prévention particulières à mettre en œuvre contre les risques naturels prévisibles, conformément aux dispositions de l'art. 40.1 et suivants de la loi du 22 juillet 1987 relative à la prévention des risques majeurs.

Les risques naturels prévisibles pris en compte au titre du présent P.P.R. sont :

- les mouvements de terrain ;
- les débordements de l'Herbasse et du Chalon
- les débordements des ruisseaux.

Il est à remarquer que l'objectif prioritaire du P.P.R. reste le contrôle des projets nouveaux, car l'adaptation des biens existant aux risques reste délicate à envisager.

1 - 2 - DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES DE RISQUES

Les territoires des communes de la vallée de l'Herbasse couverts par le P.P.R. sont répartis en trois types de zones :

- Les zones réputées dépourvues de risques prévisibles ou pour lesquelles le degré de risque éventuel est considéré comme négligeable ou très faible.
- Les zones à risques intermédiaires d'activité prévisible plus modérée qu'en zone rouge et/ou de probabilité d'occurrence plus faible. Le risque y est considéré comme acceptable sous réserve de l'application de mesures de protection spécifiques, individuelles ou collectives, décrites dans le règlement et justifiables au regard des enjeux socio-économiques existants.
- Les zones réputées à risques élevés tant en raison de l'intensité prévisible des risques qu'en leur forte probabilité d'occurrence. Il n'existe par ailleurs pas de système de protection efficace acceptable au regard des enjeux socio-économiques existants.

- La **délimitation** entre zones à risques et zones hors risques résulte de la prise en compte de critères purement techniques et historiques. La délimitation à l'intérieur d'une même zone de risque, entre zones à fort risque et zones à risque moyen, résulte de la prise en compte conjointe :
 - de critères techniques et historiques (intensité - occurrence du risque) ;
 - de critères d'opportunité économique : bilan coût - avantage des protections à mettre en œuvre, eu égard aux intérêts socio-économiques à protéger.

2 - MESURES DE PREVENTION PARTICULIERES APPLICABLES AUX ZONES DE RISQUES

REMARQUES IMPORTANTES

Tout règlement comporte l'ensemble des prescriptions applicables au niveau architectural, éventuellement urbanistique, pour chacune des zones à risque. Les prescriptions sont en principe opposables et doivent figurer dans le corps de l'autorisation administrative d'occupation du sol.

Les règlements comportent également des recommandations qui, contrairement aux prescriptions, ne sont pas opposables mais, comme leur nom l'indique, fortement conseillées.

3 - CATALOGUE DES REGLEMENTS-TYPES

- | | | | |
|---------|--------------|---|--------------------|
| • ZONES | RISQUE FORT | : | REGLEMENTS (X à Z) |
| • ZONES | RISQUE MOYEN | : | REGLEMENTS (A à G) |

ZONES à RISQUE FORT

- **Définition :**

Les zones de teintes rouges, en l'état des moyens d'appréciation mis en oeuvre, sont réputées à risques forts (l'aléa peut être fort, moyen ou faible). Pour ce type de zones, il n'existe pas, à la date de l'établissement du présent P.P.R., de mesure de protection efficace et économiquement acceptable, permettant d'autoriser l'implantation de constructions ou ouvrages, autres que ceux désignés ci-après. Ces zones sont constituées par les chenaux d'écoulement préférentiel des ruisseaux, des rivières et des fleuves recouverts par des hauteurs d'eau importantes.

- **Occupation et utilisation du sol interdites :** Toutes sauf celles mentionnées.

Toutefois, les implantations de nouveaux campings-caravanings situées dans des zones à risques forts sont interdites.

- **Mesures de prévention applicables :**

Pour chacune des zones inscrites au P.P.R., les mesures ou prescriptions applicables sont énumérées et décrites par règlement-type dans le catalogue ci-après.

En ce qui concerne le bâti existant, l'aménagement et l'extension sont possibles, tant qu'ils n'augmentent pas le risque en amont et en aval. Des travaux de protection, des prescriptions et des recommandations peuvent être demandés, en fonction de l'importance du risque, sachant que le phénomène de référence est l'aléa centennal.

REGLEMENT (X)		1/1
• TYPE DE ZONE : ZONE DE MOUVEMENT DE TERRAIN ZONE DE RISQUE FORT		
• DÉFINITION : Dans ces zones, il n'existe pas, à la date de l'établissement du présent P.P.R., de mesures de protection efficaces et économiquement acceptables, pouvant permettre l'implantation de constructions ou ouvrages, autres que ceux désignés ci-après.		
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
1 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL INTERDITES : Toute occupation et utilisation du sol, de quelque nature qu'elle soit, est interdite, à l'exception de celles visées à l'article ci-après.		P
2 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL AUTORISEES : Les occupations et utilisations du sol suivantes sont, par dérogation à la règle commune, autorisées sous réserve qu'elles n'aggravent pas les risques ou n'en provoquent pas de nouveaux : <ul style="list-style-type: none"> • les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions ou installations implantées antérieurement à la publication du plan, notamment les traitements de façades, la réfection des toitures ; • sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine : <ul style="list-style-type: none"> - les abris légers annexes des bâtiments d'habitation ; - les constructions, installations et aménagements directement liés à l'exploitation agricole ou forestière ; • les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics sous réserve qu'ils n'offrent qu'une vulnérabilité restreinte et que les conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable ; • tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques ; • les utilisations agricoles traditionnelles : parcs, prairies de fauche, cultures dans la mesure où les parcelles concernées sont déjà exploitées ou l'ont été dans les vingt ans. 		P
Tout nouvel aménagement ou ouvrage décrit ci-dessus nécessite une étude ou un avis géotechnique délivré par un bureau d'étude spécialisé.		P

RÈGLEMENT (Y)		1/2
• TYPE DE ZONE :	ZONE D'INONDATION DE PLAINE	ZONE DE RISQUE FORT
• DEFINITION :	Pour ce type de zones, il n'existe pas, à la date de l'établissement du présent P.P.R., de mesures de protection efficaces et économiquement acceptables, permettant d'autoriser l'implantation de constructions ou ouvrages, autres que ceux désignés ci-après. Ces zones sont constituées par les chenaux d'écoulement préférentiel des ruisseaux et rivières recouverts par des hauteurs d'eau importantes.	
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PREScription (P) RECOMMANDATION (R)
1 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL INTERDITES : Toute occupation et utilisation du sol, de quelque nature qu'elle soit, est interdite, à l'exception de celles visées à l'article ci-après. Des travaux d'amélioration des écoulements des déblis de crue et de protection de certains terrains sont décrits au paragraphe 5.		P
2 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL AUTORISEES : Les occupations et utilisations du sol suivantes ainsi que les travaux suivants sont, par dérogation à la règle commune, autorisées sous réserve qu'ils n'aggravent pas les risques ou n'en provoquent pas de nouveaux pour les terrains en aval : <ul style="list-style-type: none"> • les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions ou installations implantées antérieurement à la publication du plan, notamment les traitements de façades, la réfection des toitures ; • sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine : <ul style="list-style-type: none"> - les abris légers annexes des bâtiments d'habitation ; - les constructions, installations et aménagements directement liés à l'exploitation agricole de type hangar ouvert ou forestière ; • les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics sous réserve qu'ils n'offrent qu'une vulnérabilité restreinte et que les conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable ; • tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques ; • les parcs, squares, terrains de sport, espaces naturels, ... sauf les constructions en "dur" du type gymnase, stade, tribunes. Les équipements fixes (tables, bancs, ...) seront ancrés, les obstacles de grande longueur perpendiculaires au sens de l'écoulement seront évités ; • les utilisations agricoles traditionnelles : parcs, prairies de fauche, cultures dans la mesure où les parcelles concernées sont déjà exploitées ou l'ont été dans les vingt ans. Tout nouvel aménagement du ouvrage décrit ci-dessus nécessite une étude ou un avis d'un hydraulicien ou d'un géotechnicien délivré par un bureau d'étude spécialisé.		P

REGLEMENT (Y)		2/2
• TYPE DE ZONE : ZONE INONDATION DE PLAINE ZONE DE RISQUE FORT		
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
3 - CAMPING - CARAVANING Toute forme de camping-caravaning est interdite.		
4 - ENTRETIEN DES COURS D'EAU Les lits des cours d'eau qui sont, dans la vallée de l'Herbasse, essentiellement des ravins, ruisseaux et rivières appartiennent jusqu'à la ligne médiane, aux propriétaires riverains en application de l'article 98 du Code Rural. L'article 114 du même Code Rural précise les devoirs des riverains-propriétaires en matière d'entretien des cours d'eau <i>"le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques"</i> . A noter que ces dispositions ne concernent que les travaux d'entretien courants ayant pour objet le maintien du torrent dans son état antérieur à l'exclusion de tous aménagements entraînant des modifications de l'écoulement des eaux (approfondissement du lit, remblaiement, prise d'eau, ...) : ce type d'aménagement doit faire l'objet d'une autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application.		
5 - TRAVAUX DE PROTECTION Les travaux énoncés dans les études préalables au Contrat de Milieu facilitant l'écoulement des eaux de crues, et permettant la protection des zones d'habitat diffus au lieu-dit "Les Foulons" sur la commune de Cléneux devront être réalisés dans un délai de 5 ans, comme le stipule l'article 16 de la loi n°95-101 du 2/02/1995, à moins qu'une autre solution aussi efficace (type bassin écrêteur) ait été mise en place dans le même délai..		

REGLEMENT (Z)		1/2
• TYPE DE ZONE :	ZONE D'EXPANSION DE CRUES	ZONE DE RISQUE FORT
DEFINITION : Ces zones où le degré d'aléa n'est pas forcément fort, doivent être laissées en l'état pour permettre la création de champs d'inondation. Ces zones, non ou peu urbanisées, jouent un rôle déterminant en réduisant momentanément le débit de crue à l'aval. Elles doivent être conformes à la circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables.		
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PREScription (P) RECOMMANDATION (R)
1 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL INTERDITES : Toute occupation et utilisation du sol, de quelque nature qu'elle soit, est interdite, à l'exception de celles visées à l'article ci-après.		P
2 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL AUTORISEES : Les occupations et utilisations du sol suivantes ainsi que les travaux suivants sont, par dérogation à la règle commune, autorisés sous réserve qu'ils n'aggravent pas les risques ou n'en provoquent pas de nouveaux pour les terrains en aval : <ul style="list-style-type: none"> • les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions ou installations implantées antérieurement à la publication du plan, notamment les traitements de façades, la réfection des toitures ; • sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine : <ul style="list-style-type: none"> - les abris légers annexes des bâtiments d'habitation ; - les constructions, installations et aménagements directement liés à l'exploitation agricole de type hangar ouvert ou forestière ; • les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics sous réserve qu'ils n'offrent qu'une vulnérabilité restreinte et que les conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable ; • tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques ; • les parcs, squares, terrains de sport, espaces naturels,.... sauf les constructions en "dur" du type gymnase, stade, tribunes. Les équipements fixes (tables, bancs, ...) seront ancrés, les obstacles de grande longueur perpendiculaires au sens de l'écoulement seront évités ; • les utilisations agricoles traditionnelles : parcs, prairies de fauche, cultures dans la mesure où les parcelles concernées sont déjà exploitées ou l'ont été dans les vingt ans. Tout nouvel aménagement ou ouvrage décrit ci-dessus nécessite une étude ou un avis d'un hydraulicien ou d'un géotechnicien délivré par un bureau d'étude spécialisé.		P

REGLEMENT (Z)	2/2
• TYPE DE ZONE :	ZONE D'EXPANSION DE GRUES ZONE DE RISQUE FORT
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES	PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
<p>3 - CAMPING - CARAVANING DE CHARMES SUR L'HERBASSE</p> <p>Des travaux de protection locale du camping doivent être mis en oeuvre rapidement (délai de 5 années comme le stipule l'article 16 de la loi n°95-101 du 2 février 1995) et être conformes à la solution de l'étude préalable au contrat de milieu.</p> <p>Un plan d'alerte et d'évacuation sera réalisé et signalé au public en application de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - décret n°94-614 du 13/07/1994 concernant les prescriptions permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible, - arrêté du 6/02/1995 concernant le modèle du cahier de prescriptions de sécurité destiné aux gestionnaires de terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel prévisible, - circulaire n°95-14 du 6/02/1995 concernant les mesures préventives de sécurité dans les campings soumis à un risque naturel ou technologique prévisible. <p>Tout autre création ou extension de camping-caravaning est interdite.</p> <p>4 - ENTRETIEN DES COURS D'EAU</p> <p>Les lits des cours d'eau qui sont, dans la vallée de l'Herbasse, essentiellement des ravins, ruisseaux et rivières appartiennent jusqu'à la ligne médiane, aux propriétaires riverains en application de l'article 98 du Code Rural.</p> <p>L'article 114 du même Code Rural précise les devoirs des riverains propriétaires en matière d'entretien des cours d'eau "le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques".</p> <p>A noter que ces dispositions ne concernent que les travaux d'entretien courants ayant pour objet le maintien du torrent dans son état antérieur à l'exclusion de tous aménagements entraînant des modifications de l'écoulement des eaux (approfondissement du lit, remblaiement, prise d'eau, ...) : ce type d'aménagement doit faire l'objet d'une autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application.</p>	

ZONES à RISQUE MOYEN

- **Définition :**

Les zones de teintes bleues, en l'état des moyens d'appréciation mis en œuvre, sont réputées à risques moyens (l'aléa peut être moyen ou faible), et admissibles, moyennant l'application, au niveau de la constructibilité ou de toute autre implantation, de mesures de prévention économiquement acceptables eu égard aux intérêts à protéger. Ces mesures sont inscrites dans le corps des autorisations administratives en tant que prescriptions opposables, ou simples recommandations.

- **Occupation et utilisation du sol interdites :** Aucune.

Toutefois, les implantations de campings-caravanings situés dans des zones à risques moyens devront être examinées, au cas par cas, pour les installations existantes ou à l'occasion des demandes d'autorisation d'ouverture.

- **Mesures de prévention applicables :**

Pour chacune des zones inscrites au P.P.R., les mesures ou prescriptions applicables sont énumérées et décrites par règlement-type dans le catalogue ci-après.

En ce qui concerne le bâti existant, l'aménagement et l'extension est possible, tant qu'ils n'augmentent pas le risque en amont et en aval. Des travaux de protection, des prescriptions et des recommandations peuvent être demandés, en fonction de l'importance du risque, sachant que le phénomène de référence est l'aléa centennal.

REGLEMENT (A)

1/2

• **TYPE DE ZONE :** **ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENTS**
ZONE DE RISQUE MOYEN

- **DEFINITION :** Le centre ville de St Donat est dans une zone affectée par un risque d'inondation où la vitesse de l'eau est comprise entre 0,5 m/s et 1 m/s et/ou la hauteur est comprise entre 0,5 et 1 m. Les terrains sont susceptibles d'être recouverts par les eaux en crue de l'Herbasse ou du Mardaret. Le courant des cours d'eau peut entraîner le dépôt de matériaux de tailles très hétérogènes.

MESURES DE PREVENTION APPLICABLES

PRESCRIPTION (P)
RECOMMANDATION (R)

1 - CONTRAINTES A PRENDRE EN COMPTE

La construction de nouveaux bâtiments est interdite à l'exception :

- de l'aménagement et du confortement des bâtiments existants sans modification de volume,
- d'annexes aux bâtiments existants, non destinées à l'hébergement,
- des ouvrages publics (voiries, réseaux, ...) et ouvrages destinés à diminuer les risques.

Les constructions citées ci-dessus ne doivent être effectuées qu'après une étude d'impact hydraulique réalisée par un bureau d'études spécialisé, afin d'intégrer au mieux les nouveaux aménagements dans le contexte géologique et notamment d'éviter toute conséquence défavorable sur les bâtiments environnants.

L'inconstructibilité pourra être levée dans les conditions définies au paragraphe 7. La construction de nouveaux bâtiments devra alors se conformer aux conditions ci-dessous.

2 - COTE DE REFERENCE

Les ouvertures amont et latérales des bâtiments seront surélevées d'une hauteur minimum de 1,5 mètre par rapport au Terrain Naturel. Le premier niveau devra se situer "hors eaux" c'est à dire à 1,0 m au dessus du Terrain Naturel.

Aucun plancher utilisable (habitations, annexes) n'est admis sous la cote de référence.

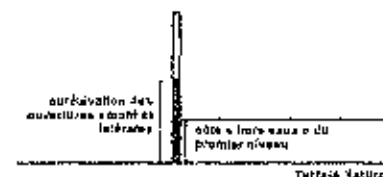
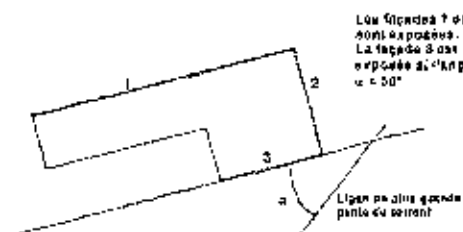
Les façades exposées des futurs bâtiments seront renforcées sur une hauteur de 1,5 m.

Le plancher du Rez-de-Chaussée sera réalisé sur un vide sanitaire étanche. Les caves et sous-sol sont à proscrire.

3 - MARGE DE RECU

Les futurs bâtiments seront implantés à une distance minimum de 10 m de la berge, exception faite des ouvrages destinés à améliorer le niveau de sécurité, sous réserve que ces derniers permettent le passage d'engins.

La largeur de la marge de recul pourra être ramenée à 5 mètres si les digues sont édifiées selon les règles de l'art à la hauteur de la cote de référence ou si les digues sont incorporées aux soubassements du bâtiment.



REGLEMENT (A)		2/2
• TYPE DE ZONE : ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENTS		ZONE DE RISQUE MOYEN
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
4 - NIVEAUX - ACCES - DIVERS Les constructions futures seront renforcées par chaînage. Il faudra donner à certaines baies situées au dessus du plan d'eau centennal des dimensions permettant l'évacuation des personnes. Les citernes de fioul ou de gaz seront équipées d'un dispositif de lestage ou d'ancrage.		P P P
5 - CAMPINGS - CARAVANING Toute forme de camping-caravaning est soumise à étude préalable. Un plan d'alerte et d'évacuation pour les campings autorisés sera réalisé et signalé au public en application de : <ul style="list-style-type: none"> - décret n°94-614 du 13/07/1994 concernant les prescriptions permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible, - arrêté du 2/02/1995 concernant le modèle du cahier de prescriptions de sécurité destiné aux gestionnaires de terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel prévisible, - circulaire n°95-14 du 2/02/1995 concernant les mesures préventives de sécurité dans les campings soumis à un risque naturel ou technologique prévisible. 		P P
6 - ENTRETIEN DES COURS D'EAU Les lits des cours d'eau qui sont, dans la vallée de l'Herbasse, essentiellement des ravins, ruisseaux et rivières, appartiennent jusqu'à la ligne médiane aux propriétaires riverains en application de l'article 58 du Code Rural. L'article 114 du même Code Rural précise les devoirs des riverains-propriétaires en matière d'entretien des cours d'eau "le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et racépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques". A noter que ces dispositions ne concernent que les travaux d'entretien courants ayant pour objet le maintien du torrent dans son état antérieur à l'exclusion de tous aménagements entraînant des modifications de l'écoulement des eaux (approfondissement du lit, remblaiement, prise d'eau, ...) : ce type d'aménagement doit faire l'objet d'une autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application.		
7 - ETUDES ET PROTECTIONS Toute (ou une partie de) la zone est susceptible de devenir constructible après les travaux énoncés dans les études préalables au Contrat de Milieu. Deux options chiffrées ont été énoncées et devront être réalisées dans un délai de 5 ans, comme le stipule l'article 16 de la loi n°95-101 du 2/02/1995 : <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la capacité d'écoulement du Merdaret dans le centre de St Donat et entretien annuel ou bisannuel du chenal, - Laminages des crues du Merdaret par stockage des volumes en amont de St Donat. 		

REGLEMENT (B)

1/2

• **TYPE DE ZONE :** **ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENTS**
ZONE DE RISQUE MOYEN

- **DEFINITION :** Les habitations de Clèzeux sont dans une zone affectée par un risque d'inondation où la vitesse de l'eau est comprise entre 0,5 m/s et 1 m/s et/ou la hauteur est comprise entre 0,5 et 1 m. Les terrains sont susceptibles d'être recouverts par les eaux en crue de l'Herbasse. Le courant du cours d'eau peut entraîner le dépôt de matériaux de tailles très hétérogènes.

MESURES DE PREVENTION APPLICABLES

PRESCRIPTION (P)
RECOMMANDATION (R)

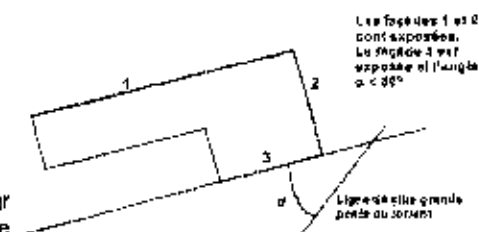
1 - CONTRAINTES A PRENDRE EN COMPTE

La construction de nouveaux bâtiments est interdite à l'exception :

- de l'aménagement et du confortement des bâtiments existants sans modification de volume,
- d'annexes aux bâtiments existants, non destinées à l'hébergement,
- des ouvrages publics (voiries, réseaux, ...) et ouvrages destinés à diminuer les risques.

Les constructions citées ci-dessus ne doivent être effectuées qu'après une étude géotechnique réalisée par un bureau d'études spécialisé, afin d'intégrer au mieux les nouveaux aménagements dans le contexte géologique et notamment d'éviter toute conséquence défavorable sur les bâtiments environnants.

L'inconstructibilité pourra être levée dans les conditions définies au paragraphe 7. La construction de nouveaux bâtiments devra alors se conformer aux conditions ci-dessous.



P

P

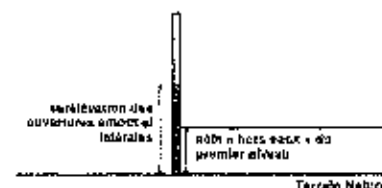
2 - COTE DE REFERENCE

Les ouvertures amont et latérales des bâtiments seront surélevées d'une hauteur minimum de 1,5 mètre par rapport au Terrain Naturel. Le premier niveau devra se situer "hors eaux" c'est à dire à 1,0 m au dessus du Terrain Naturel.

Aucun plancher utilisable (habitations, annexes) n'est admis sous la cote de référence.

Les façades exposées des futurs bâtiments seront renforcées sur une hauteur de 1,5 m.

Le plancher du Rez-de-Chaussée sera réalisé sur un vide sanitaire étanche. Les caves et sous-sol sont à proscrire.



P

P

P


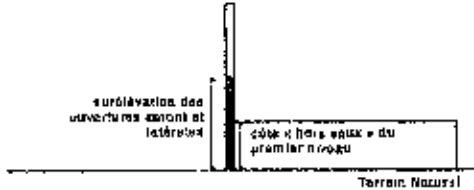
P

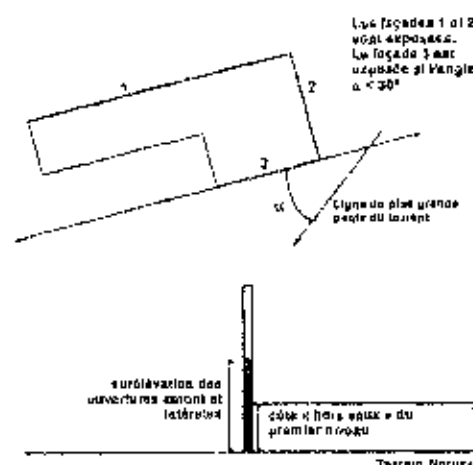
3 - MARGE DE RECU

Les futurs bâtiments seront implantés à une distance minimum de 10 m de la berge, exception faite des ouvrages destinés à améliorer le niveau de sécurité, sous réserve que ces derniers permettent le passage d'engins.

La largeur de la marge de recul pourra être ramenée à 5 mètres si les digues sont édifiées selon les règles de l'art à la hauteur de la cote de référence ou si les digues sont incorporées aux soubassements du bâtiment.

RÈGLEMENT (B)		2/2
• TYPE DE ZONE : ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENTS ZONE DE RISQUE MOYEN		
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
4 - NIVEAUX - ACCES - DIVERS Les constructions futures seront renforcées par chaînage. Il faudra donner à certaines baies situées au dessus du plan d'eau centennal des dimensions permettant l'évacuation des personnes. Les citernes de fioul ou de gaz seront équipées d'un dispositif de lestage ou d'ancrage.		P P P
5 - CAMPINGS - CARAVANING Toute forme de camping-caravaning est soumise à étude préalable. Un plan d'alerte et d'évacuation pour les campings autorisés sera réalisé et signalé au public en application de : - décret n°94-814 du 13/07/1994 concernant les prescriptions permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible, - arrêté du 6/02/1995 concernant le modèle du cahier de prescriptions de sécurité destiné aux gestionnaires de terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel prévisible, - circulaire n°95-14 du 6/02/1995 concernant les mesures préventives de sécurité dans les campings soumis à un risque naturel ou technologique prévisible.		P P
6 - ENTRETIEN DES COURS D'EAU Les lits des cours d'eau qui sont, dans la vallée de l'Herbasse, essentiellement des ravins, ruisseaux et rivières, appartiennent jusqu'à la ligne médiane aux propriétaires riverains en application de l'article 99 du Code Rural. L'article 114 du même Code Rural précise les devoirs des riverains-propriétaires en matière d'entretien des cours d'eau : "le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques". A noter que ces dispositions ne concernent que les travaux d'entretien courants ayant pour objet le maintien du torrent dans son état antérieur à l'exclusion de tous aménagements entraînant des modifications de l'écoulement des eaux (approfondissement du lit, remblaiement, prise d'eau, ...) : ce type d'aménagement doit faire l'objet d'une autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application.		
7 - ETUDES ET PROTECTIONS Toute (ou une partie de) la zone est susceptible de devenir constructible après les travaux énoncés dans les études préalables au Contrat de Milieu. Les travaux devront être réalisés dans un délai de 6 ans, comme le stipule l'article 16 de la loi n°95-101 du 2/02/1995 et sont les suivants : - Lever les crêtes des berges du Pont de la RD 114 à l'amont de la Riveraine et reprendre les fondations de ce pont, - Exhausser les berges rive gauche jusqu'à un minimum de 30 cm au dessus de la ligne d'eau centennale		

REGLEMENT (C)		1/2	
<p>• TYPE DE ZONE : ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENTS</p> <p>• DEFINITION : Les terrains sont dans une zone affectée par un risque d'inondation où la vitesse de l'eau est comprise entre 0,5 m/s et 1 m/s et/ou la hauteur est comprise entre 0,5 et 1 m. Ils sont susceptibles d'être recouverts par les eaux en crue d'une rivière ou d'un ruisseau. Le courant du cours d'eau peut entraîner le dépôt de matériaux de tailles très hétérogènes.</p>			
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PREScription (P) RECOMMANdATION (R)	
<p>1 - CONTRAINTE A PRENDRE EN COMPTE</p> <p>Les terrains sont dans une zone où la vitesse de l'eau est comprise entre 0,5 m/s et 1 m/s et/ou la hauteur est comprise entre 0,5 et 1 m. Une étude d'impact réalisée par un bureau d'études spécialisé permettra d'intégrer au mieux les nouvelles constructions dans le contexte hydraulique local. Cette étude répondra notamment aux points énoncés ci-dessous.</p>		 <p>Les façades 1 et 2 sont exposées. La façade 3 n'est exposée si l'angle $\alpha < 30^\circ$</p> <p>ligne de plus grande pente du torrent</p> <p>2 - COTE DE REFERENCE</p> <p>Les ouvertures amont et latérales des bâtiments seront surélevées d'une hauteur minimum de 1,5 mètre par rapport au Terrain Naturel. Le premier niveau devra se situer "hors eaux" c'est à dire à 1,0 m au dessus du Terrain Naturel.</p> <p>Aucun plancher utilisable (habitations, annexes) n'est admis sous la cote de référence.</p> <p>Les façades exposées des futurs bâtiments seront renforcées sur une hauteur de 1,5 m.</p> <p>Le plancher du Rez-de-Chaussée sera réalisé sur un vide sanitaire étanche.</p> <p>Les caves et sous-sol sont à proscrire.</p>  <p>surélévation des ouvertures amont et latérales</p> <p>cote "hors eaux" du premier niveau</p> <p>Terrain Naturel</p>	P
<p>3 - MARGE DE RECU</p> <p>Les futurs bâtiments seront implantés à une distance minimum de 10 m de la berge exception faite des ouvrages destinés à améliorer le niveau de sécurité, sous réserve que ces derniers permettent le passage d'engin.</p> <p>La largeur de la marge de recul pourra être ramenée à 5 mètres si les digues sont édifiées selon les règles de l'art à la hauteur de la cote de référence ou si les digues sont incorporées aux soubassements du bâtiment.</p>		P	
<p>4 - NIVEAUX - ACCES - DIVERS</p> <p>Les constructions futures seront renforcées par chaînage.</p> <p>Il faudra donner à certaines baies situées au dessus du plan d'eau centennal des dimensions permettant l'évacuation des personnes</p> <p>Les citernes de fioul ou de gaz seront équipées d'un dispositif de lestage ou d'ancrage.</p>		P P P	



REGLEMENT (C)		2/2
• TYPE DE ZONE : ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENTS		
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
<p>5 - CAMPINGS - CARAVANING</p> <p>Toute forme de camping-caravaning est soumise à étude préalable.</p> <p>Un plan d'alerte et d'évacuation pour les campings autorisés sera réalisé et signalé au public en application de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - décret n°94-614 du 13/07/1994 concernant les prescriptions permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible, - arrêté du 6/02/1995 concernant le modèle du cahier de prescriptions de sécurité destiné aux gestionnaires de terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel prévisible, - circulaire n°95-14 du 6/02/1995 concernant les mesures préventives de sécurité dans les campings soumis à un risque naturel ou technologique prévisible. <p>6 - ENTRETIEN DES COURS D'EAU</p> <p>Les lits des cours d'eau qui sont, dans la vallée de l'Herbasse, essentiellement des ravins, ruisseaux et rivières, appartiennent jusqu'à la ligne médiane aux propriétaires riverains en application de l'article 98 du Code Rural.</p> <p>L'article 114 du même Code Rural précise les devoirs des riverains-propriétaires en matière d'entretien des cours d'eau "le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques".</p> <p>A noter que ces dispositions ne concernent que les travaux d'entretien courants ayant pour objet le maintien du torrent dans son état antérieur à l'exclusion de tous aménagements entraînant des modifications de l'écoulement des eaux (approfondissement du lit, remblaiement, prise d'eau, ...) : ce type d'aménagement doit faire l'objet d'une autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application.</p>		<p>P</p> <p>P</p>

REGLEMENT (D)

1/2

• TYPE DE ZONE : ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENTS

- **DEFINITION :** Les terrains sont dans une zone affectée par un risque d'inondation où la vitesse de l'eau est comprise entre 0,5 m/s et 1 m/s et/ou la hauteur est comprise entre 0,5 et 1 m. Ils sont susceptibles d'être recouverts par les eaux en crue d'une rivière ou d'un ruisseau. Le courant du cours d'eau peut entraîner le dépôt de matériaux de taille très hétérogène.

MESURES DE PREVENTION APPLICABLES

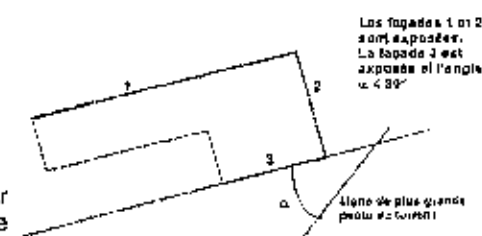
PRESCRIPTION (P)
RECOMMANDATION (R)

1 - CONTRAINTES A PRENDRE EN COMPTE

La construction de nouveaux bâtiments est interdite à l'exception :

- de l'aménagement et du confortement des bâtiments existants sans modification de volume,
- d'annexes aux bâtiments existants, non destinées à l'hébergement,
- des ouvrages publics (voiries, réseaux, ...) et ouvrages destinés à diminuer les risques.

Les constructions citées ci-dessus ne doivent être effectuées qu'après une étude géotechnique réalisée par un bureau d'études spécialisé, afin d'intégrer au mieux les nouveaux aménagements dans le contexte géologique et notamment d'éviter toute conséquence défavorable sur les bâtiments environnants.



P

P

2 - COTE DE REFERENCE

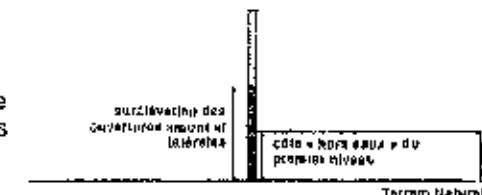
Les ouvertures amont et latérales des bâtiments seront surélevées d'une hauteur minimum de 1,5 mètre par rapport au Terrain Naturel. Le premier niveau devra se situer "hors eaux" c'est à dire à 1,0 m au dessus du Terrain Naturel. Les façades seront renforcées sur une hauteur de 1,5 m.

Aucun plancher utilisable (habitations, annexes) n'est admis sous la cote de référence.

Les façades exposées des futurs bâtiments seront renforcées sur une hauteur de 1,5 m.

Le plancher du Rez-de-Chaussée sera réalisé sur un vide sanitaire étanche.

Les caves et sous-sol sont à proscrire.



P

P

P

P

3 - MARGE DE RECU

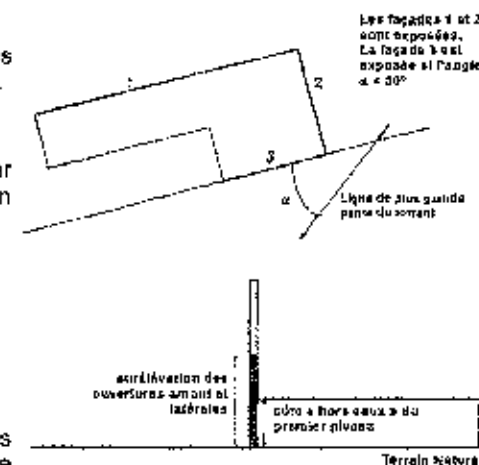
Les futurs bâtiments seront implantés à une distance minimum de 10 m de la berge exception faite des ouvrages destinés à améliorer le niveau de sécurité, sous réserve que ces derniers permettent le passage d'engin.

La largeur de la marge de recul pourra être ramenée à 5 mètres si les digues sont édifiées selon les règles de l'art à la hauteur de la cote de référence ou si les digues sont incorporées aux soubassements du bâtiment.

P

REGLEMENT (D)		2/2
TYPE DE ZONE :		ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENTS
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PRESSCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
4 - NIVEAUX - ACCES - DIVERS <p>Les constructions futures seront renforcées par chaînage.</p> <p>Il faudra donner à certaines baies situées au dessus du plan d'eau centennal des dimensions permettant l'évacuation des personnes.</p> <p>Les citernes de fioul ou de gaz seront équipées d'un dispositif de lestage ou d'ancrage.</p>		<p>P</p> <p>P</p> <p>P</p>
5 - CAMPINGS - CARAVANING <p>Toute forme de camping-caravaning est soumise à étude préalable.</p> <p>Un plan d'alerte et d'évacuation pour les campings autorisés sera réalisé et signalé au public en application de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - décret n°94-614 du 13/07/1994 concernant les prescriptions permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible, - arrêté du 6/02/1995 concernant le modèle du cahier de prescriptions de sécurité destiné aux gestionnaires de terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel prévisible, - circulaire n°05-14 du 6/02/1995 concernant les mesures préventives de sécurité dans les campings soumis à un risque naturel ou technologique prévisible. 		<p>P</p> <p>P</p>
6 - ENTRETIEN DES COURS D'EAU <p>Les lits des cours d'eau qui sont, dans la vallée de l'Herbasse, essentiellement des ravins, ruisseaux et rivières, appartiennent jusqu'à la ligne médiane aux propriétaires riverains en application de l'article 98 du Code Rural.</p> <p>L'article 114 du même Code Rural précise les devoirs des riverains-propriétaires en matière d'entretien des cours d'eau "le propriétaire riverain est tenu à un ouvrage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques".</p> <p>A noter que ces dispositions ne concernent que les travaux d'entretien courants ayant pour objet le maintien du torrent dans son état antérieur à l'exclusion de tous aménagements entraînant des modifications de l'écoulement des eaux (approfondissement du lit, remblaiement, prise d'eau, ...) : ce type d'aménagement doit faire l'objet d'une autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application.</p>		
7 - ETUDES ET PROTECTIONS <p>Toute ou une partie de la zone est susceptible de devenir constructible après les travaux énoncés dans les études préalables au Contrat de Milieu. Deux options chiffrées ont été énoncées, et devront être réalisées dans un délai de 5 ans, comme le stipule l'article 16 de la loi n°95-101 du 2/02/1995 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Laminages des crues du Mardaret par stockage des volumes en amont de St Donat. - Augmentation de la capacité d'écoulement du Mardaret dans le centre de St Donat et entretien annuel, ou bi-annuel du chenal 		

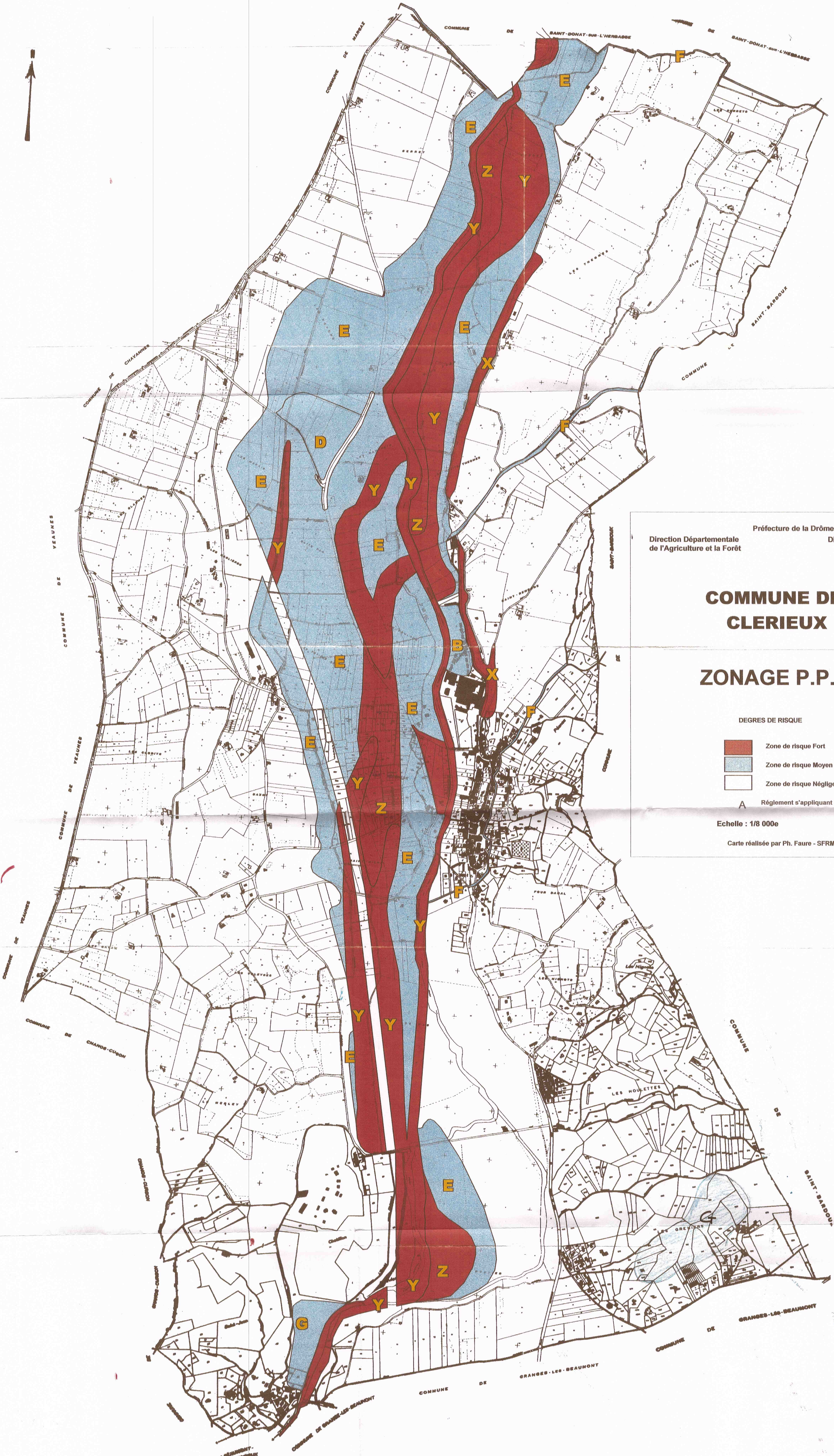
REGLEMENT (E)	1/2
<p>• TYPE DE ZONE : ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENT</p>	
<p>• DEFINITION : Les terrains sont dans une zone affectée par un risque d'inondation où la vitesse de l'eau est inférieure à 0,5 m/s et la hauteur est inférieure à 0,5 m. Ils sont susceptibles d'être recouverts par les eaux en crue d'une rivière ou d'un ruisseau. Le courant du cours d'eau peut entraîner le dépôt de boue sur les terrains et dans les maisons.</p>	
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES	PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
<p>1 - CONTRAINTES A PRENDRE EN COMPTE</p>	R
<p>Préalablement à tout aménagement, une étude permettra d'intégrer au mieux les nouvelles constructions dans le contexte géologique et hydraulique local. Elle répondra notamment aux points énoncés ci-dessous.</p>	
<p>2 - COTE DE REFERENCE POUR LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS</p>	P
<p>Les ouvertures amont et latérales des bâtiments seront surélevées d'une hauteur minimum de 1 mètre par rapport au terrain naturel. Le premier niveau devra se situer "hors eaux" c'est à dire à 0,5 m du Terrain Naturel. Aucun plancher habitable n'est admis sous la cote de référence.</p>	
<p>Les façades exposées des futurs bâtiments seront renforcées sur une hauteur de 1 m.</p>	P
<p>Le plancher ou premier niveau sera réalisé sur un vide sanitaire étanche.</p>	P
<p>Les caves et sous-sol sont à proscrire.</p>	P
<p>3 - MARGE DE REcul</p>	
<p>Les futurs bâtiments seront implantés à une distance minimum de 5 m de la berge exception faite des ouvrages destinés à améliorer le niveau de sécurité, sous réserve que ces derniers permettent le passage d'engin.</p>	
<p>La largeur de la marge de recul pourra être ramenée à 3 mètres si les digues sont édifiées selon les règles de l'art à la hauteur de la cote de référence ou si les digues sont incorporées aux soubassements du bâtiment.</p>	
<p>4 - NIVEAUX - ACCES - DIVERS</p>	P
<p>Les constructions futures seront renforcées par chaînage.</p>	R
<p>Les citernes de fioul ou de gaz seront équipées d'un dispositif de lestage ou d'ancrage.</p>	
<p>5 - CAMPINGS - CARAVANING</p>	R
<p>Toute forme de camping-caravaning est soumise à étude préalable.</p>	
<p>Un plan d'alerte et d'évacuation du camping sera signalé au public.</p>	



REGLEMENT (E)	212
• TYPE DE ZONE :	ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENT
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES	PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
<p>6 - ENTRETIEN DES COURS D'EAU</p> <p>Les lits des cours d'eau qui sont, dans la vallée de l'Herbasse, essentiellement des ravins, ruisseaux et rivières, appartiennent jusqu'à la ligne médiane aux propriétaires riverains en application de l'article 98 du Code Rural.</p> <p>L'article 114 du même Code Rural précise les devoirs des riverains-propriétaires en matière d'entretien des cours d'eau <i>"le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques"</i>.</p> <p>A noter que ces dispositions ne concernent que les travaux d'entretien courants ayant pour objet le maintien du torrent dans son état antérieur à l'exclusion de tous aménagements entraînant des modifications de l'écoulement des eaux (approfondissement du lit, remblaiement, prise d'eau, ...) ; ce type d'aménagement doit faire l'objet d'une autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application.</p>	P

REGLEMENT (F)	
• TYPE DE ZONE :	ZONE DE DEBORDEMENT DES RUISSEAUX
• DEFINITION :	Les nombreux thalwegs des communes sont drainés par des petits ruisseaux ou chenaux. Ceux-ci sont souvent à secs. Le bon-écoulement des eaux de ruissellement lors de fortes précipitations est fonction de l'état d'entretien des chenaux. Leur débordement est généralement faible, entraînant une mince hauteur d'eau sur les terrains limitrophes (hauteur < 0,5 m).
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES	PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
<p>1 - ENTRETIEN DES RUISSEAUX ET CHENAUX D'ECOULEMENT</p> <p>Les lits des cours d'eau qui sont, dans la vallée de l'Herbasse, essentiellement des ravins, ruisseaux et rivières, appartiennent jusqu'à la ligne médiane aux propriétaires riverains en application de l'article 98 du Code Rural.</p> <p>L'article 114 du même Code Rural précise les devoirs des riverains-propriétaires en matière d'entretien des cours d'eau "le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques".</p> <p>A noter que ces dispositions ne concernent que les travaux d'entretien courants ayant pour objet le maintien du torrent dans son état antérieur à l'exclusion de tous aménagements entraînant des modifications de l'écoulement des eaux (approfondissement du lit, remblaiement, prise d'eau, ...) : ce type d'aménagement doit faire l'objet d'une autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application.</p>	P

REGLEMENT (G)	
<p>• TYPE DE ZONE : ZONE DE MOUVEMENT DE TERRAIN</p> <p>• DEFINITION : Les terrains sont situés le long des fortes pentes dominant la vallée de l'Herbasse. Les terrains sont constitués par des sols gréseux à matrice sableuse.</p>	
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES	PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
<p>1 - CONTRAINTE A PRENDRE EN COMPTE</p> <p>Préalablement à tout aménagement, une étude géotechnique doit être réalisée par un bureau d'études spécialisé, afin d'intégrer au mieux les nouvelles contraintes géologiques et notamment d'éviter toute conséquence défavorable sur les terrains environnants.</p>	P
<p>2 - MARGE DE REcul</p> <p>Les futurs bâtiments seront implantés à une distance minimum de 10 m du bord des falaises (si il en existe sur le terrain) exception faite des ouvrages destinés à améliorer le niveau de sécurité, sous réserve que ces derniers permettent le passage d'engin.</p>	R
<p>3 - TERRASSEMENTS</p> <p>Assurer la végétalisation des talus après terrassement limitant l'érosion et le transport de sable sur les terrains en aval.</p>	R



Préfecture de la Drôme

Direction Départementale de l'Agriculture et la Forêt

Direction Départementale de l'Équipement

COMMUNE DE CLERIEUX

ZONAGE P.P.R.

DEGRES DE RISQUE

Zone de risque Fort

Zone de risque Moyen

Zone de risque Négligeable

A

Règlement s'appliquant à la zone

Echelle : 1/8 000e

Juin 1999

Carte réalisée par Ph. Faure - SFRM - Sassenage (38)



PRÉFECTURE DE LA DRÔME

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES
CHEDDITE FRANCE
à
CLÉRIEUX

Règlement

novembre 2011

Dossier approuvé le :

Direction départementale
des Territoires de la
Drôme

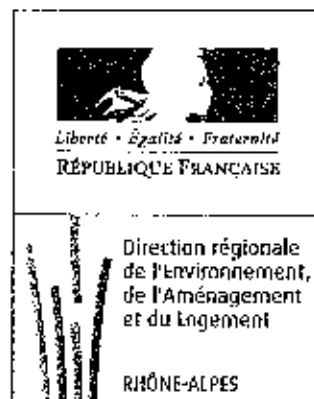


Table des matières

Titre I PORTEE DU PPRT – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
CHAPITRE 1 CHAMP D'APPLICATION.....	3
Article 1.1 Champ d'application territorial.....	3
Article 1.2 La portée des dispositions.....	3
Article 1.3 Le plan de zonage et son articulation avec le règlement.....	3
CHAPITRE 2 APPLICATION ET MISE EN OEUVRE DU PPRT.....	4
Article 2.1 Effets du PPRT.....	4
Article 2.2 Les conditions de mise en œuvre des mesures foncières.....	4
Article 2.3 Les infractions au PPRT.....	4
Article 2.4 Principes généraux.....	5
TITRE II REGLEMENTATION DES PROJETS.....	6
CHAPITRE 1 DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE GRISÉE (G).....	6
Article 1.1 Dispositions régissant les projets nouveaux.....	6
Article 1.2 Dispositions régissant les projets sur les constructions et installations existantes.....	6
Article 1.3 Conditions générales d'utilisation, d'exploitation.....	7
CHAPITRE 2 DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE ROUGE (R).....	7
Article 2.1 Dispositions régissant les projets nouveaux.....	7
Article 2.2 Dispositions régissant les projets sur les constructions et installations existantes.....	8
Article 2.3 Dispositions de construction et d'exploitation.....	8
CHAPITRE 3 DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE BLEU (b).....	8
Article 3.1 Dispositions régissant les projets nouveaux.....	8
Article 3.2 Dispositions régissant les projets sur les constructions et installations existantes.....	9
Article 3.3 Dispositions de construction et d'exploitation.....	10
TITRE III MESURES FONCIERES.....	11
Article 1 Secteurs d'expropriation et de délaissement.....	11
Article 2 Droit de préemption urbain.....	11
TITRE IV MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS.....	11
Article 1 Mesures relatives à l'aménagement.....	11
Article 2 Mesures relatives à l'utilisation.....	11
Article 3 Mesures relatives à l'exploitation.....	12
TITRE V SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE.....	13

Titre I PORTEE DU PPRT – DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE 1 CHAMP D'APPLICATION

Article 1.1 Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique aux communes de Clérieux, Chanos-Curson et Granges-lès-Beaumont, soumises aux risques technologiques présentés dans le cadre de l'exploitation d'un établissement de la société CHEDDITE FRANCE, situé à Clérieux.

Il a pour objet de limiter les conséquences d'un accident susceptible de survenir dans les installations de cet établissement et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publique.

Les articles L. 515-15 à L. 515-25 et R. 515-39 à R. 515-50 du code de l'environnement fondent le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de CHEDDITE FRANCE, prescrit par arrêté préfectoral n° 09-2963 du 29 juin 2009. Ces articles codifient les dispositions de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.

En application de ces textes, le présent règlement fixe les dispositions relatives aux biens, à l'exercice de toutes activités, à tous travaux et à toutes constructions et installations.

Le territoire des communes de Clérieux, Chanos-Curson et Granges-lès-Beaumont inscrit dans le périmètre d'exposition au risque comprend trois zones de risques :

- une zone rouge R ;
- une zone bleu b ;
- une zone grisée G couvrant le site industriel.

La création de ces zones est justifiée dans la note de présentation qui accompagne le règlement.

Article 1.2 La portée des dispositions

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités sans préjudice des autres législations et réglementations en vigueur.

Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

Article 1.3 Le plan de zonage et son articulation avec le règlement

Conformément à l'article L. 515-16 du code de l'environnement, le PPRT délimite à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, trois types de zones réglementées. Les zones sont définies en fonction du type de risque, de leur gravité, de leur probabilité, de leur cinétique, mais aussi à partir des orientations stratégiques déterminées par les acteurs du PPRT (personnes et organismes associés et services instructeurs) lors de son élaboration. La délimitation de ces zones est expliquée dans la note de présentation.

- d'une part, l'emprise foncière clôturée de l'établissement, objet du PPRT, correspond à une zone d'interdiction stricte non liée aux niveaux d'aléas qu'elle supporte mais à un traitement homogène lié à la nature même de l'entité.
- d'autre part, deux zones réglementaires qui correspondent aux sept classes d'aléas initialement déterminées :

Le secteur soumis aux classes d'aléa « très fort plus » à « moyen » initialement déterminé correspond, compte tenu de l'absence d'enjeux bâtis, à une zone d'interdiction stricte et nommé dans le présent règlement **zone rouge (R)**.

Le secteur soumis à un aléa faible initialement déterminé, correspond à une zone d'autorisation limitée et nommé dans le présent règlement **zone bleu (b)**.

Dans ces zones, la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et les extensions de construction existante sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation.

Des mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existants à la date d'approbation du plan sont également prescrites.

Cette réglementation est graduée et adaptée selon les types de zones définies ci-dessus.

CHAPITRE 2 APPLICATION ET MISE EN OEUVRE DU PPRT

Article 2.1 Effets du PPRT

Le PPRT approuvé vaut servitude d'utilité publique suivant l'article L. 515 -23 du code de l'environnement. Il peut être révisé dans les formes prévues par l'article R. 515-47 du code de l'environnement.

Le PPRT approuvé est annexé au POS ou au PLU par arrêté municipal dans un délai de trois mois à compter de sa notification par le préfet, conformément aux articles L. 126-1 et R. 123-22 du code de l'urbanisme. Il est, en toute hypothèse, porté à la connaissance des maires des communes situées dans le périmètre du plan en application de l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme.

Article 2.2 Les conditions de mise en œuvre des mesures foncières

La mise en œuvre des expropriations et des droits de délaissement n'est pas directement applicable à l'issue de l'approbation du PPRT mais subordonnée à la signature conventions conformément au I de l'article L. 515-19 du code de l'environnement.

Dans les zones réglementées, les communes ou établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme.

Article 2.3 Les infractions au PPRT

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un PPRT ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues à l'article L. 515-24 du code de l'environnement.


Article 2.4 Principes généraux

Dans le périmètre d'exposition aux risques, en vue de **ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux** et assurer ainsi la sécurité des personnes, toute opportunité pour réduire la vulnérabilité des constructions, installations et activités existantes à la date de publication du présent document devra être saisie.

Toute construction implantée sur deux zonages réglementaires distincts **devra respecter les dispositions réglementaires de la zone la plus contraignante.**

TITRE II REGLEMENTATION DES PROJETS

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE GRISÉE (G)

Cette zone grisée (G)  d'un niveau de risque principalement très fort (II+) à faible (Iai) pour la vie humaine correspond à l'emprise foncière clôturée de l'entreprise source où il convient de ne pas augmenter le nombre de personnes présentes par de nouvelles implantations hors de l'activité de CHEDDITE FRANCE.

Article 1.1 Dispositions régissant les projets nouveaux

Est considéré comme projet nouveau :

- tout ouvrage neuf,
- toute surélévation ou extension de bâtiment existant,
- tous travaux, toute installation, toute transformation conduisant au changement de destination ou d'usage d'un bâtiment existant.

I Sont interdits :

Tous les projets nouveaux à l'exception de ceux mentionnés au II ci-dessous

II Peuvent être autorisés,

sous réserve de l'application des autres réglementations (ICPE, inspection du travail...) et qu'ils n'aggravent pas les risques identifiés dans ce PPRT à l'extérieur de zone grisée:

- tous projets en lien avec l'industrie existante sur la zone ;
- les équipements sans personnel destinés à la production d'énergie renouvelable à condition que ceux-ci n'entraînent pas une aggravation de l'aléa.

Article 1.2 Dispositions régissant les projets sur les constructions et installations existantes

I Sont interdits :

Tous les projets à l'exception de ceux mentionnés au II ci-dessous

II Peuvent être autorisés,

- tous projets en lien avec l'industrie existante sur la zone sous réserve de l'application des autres réglementations (notamment des Installations Classées Pour la Protection de l'Environnement).
- les équipements sans personnel destinés à la production d'énergie renouvelable à condition que ceux-ci n'entraînent pas une aggravation de l'aléa.

Article 1.3 Conditions générales d'utilisation, d'exploitation

Elles sont fixées par arrêté préfectoral d'autorisation au titre de la législation des installations classées de la société CHEDDITE FRANCE.

CHAPITRE 2 DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE ROUGE (R)

La zone R est une zone concernée par des niveaux d'aléa surpression « très fort plus » à « moyen » (TF+, TF, F+, F, M+ et M) qui permettent de qualifier un dépassement du seuil correspondant aux effets significatifs sur l'homme.

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation de nouveaux locaux autres que ceux liés à l'établissement à l'origine du risque.

Article 2.1 Dispositions régissant les projets nouveaux

Est considéré comme projet nouveau :

- tout ouvrage neuf,
- toute surélévation ou extension de bâtiment existant,
- tous travaux, toute installation, toute transformation conduisant au changement de destination ou d'usage d'un bâtiment existant.

I Sont interdits :

Tous les projets nouveaux à l'exception de ceux mentionnés au II ci-dessous

II Peuvent être autorisés,

sous réserve de respecter les règles de construction définies à l'article 2.3

- les nouvelles installations liées à l'établissement à l'origine du risque, sous réserve de respecter la réglementation existante et à condition que celles-ci n'entraînent pas une aggravation de l'aléa en dehors de l'emprise foncière de l'établissement CHEDDITE FRANCE ;
- la création de voiries de desserte strictement nécessaires aux activités situées dans ou à proximité de la zone R ou à l'acheminement des secours ;
- les équipements sans personnel destinés à la production d'énergie renouvelable.

Article 2.2 Dispositions régissant les projets sur les constructions et installations existantes

I Sont interdits :

Tous les projets à l'exception de ceux mentionnés au II ci-dessous

II Peuvent être autorisés.

sous réserve de respecter les règles de construction définies à l'article 2.3 :

- les extensions ou les nouvelles installations liées à l'établissement à l'origine du risque, sous réserve de respecter la réglementation existante et à condition que celles-ci n'entraînent pas une aggravation de l'aléa en dehors de l'emprise foncière de l'établissement CLIEDDUE FRANCE ;
- l'élargissement ou l'extension de voiries de desserte strictement nécessaires aux activités de l'établissement à l'origine du risque ou à l'acheminement des secours ;


Article 2.3 Dispositions de construction et d'exploitation

Tout projet doit être réalisé en respectant les objectifs de performance en matière de surpression. Les constructions doivent être conçues pour résister à une surpression de 200 mbar.

Ainsi, tout projet ne peut être autorisé qu'au regard des conclusions d'une étude à la charge du pétitionnaire vérifiant que les objectifs de performance cités ci-dessus sont respectés.

Dans ce cas et conformément à l'article R. 431-16c du code de l'urbanisme, une attestation, établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception, doit être jointe à la demande du permis de construire.

CHAPITRE 3 DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE BLEUE (b)

La zone b  est une zone soumise à des effets de surpression d'aléa « faible » (Fai – inférieur ou égal à 50 mbar) qui permettent de qualifier des effets indirects sur l'homme par bris de vitres notamment.

Les projets nouveaux ainsi que les projets sur les constructions et activités existantes sont autorisés mais limités et sous réserve du respect de prescriptions.

Article 3.1 Dispositions régissant les projets nouveaux

Est considéré comme projet nouveau :

- tout ouvrage neuf,
- toute surélévation ou extension de bâtiment existant,
- tous travaux, toute installation, toute transformation conduisant au changement de destination ou d'usage d'un bâtiment existant.

I Sont interdits :

Tous les projets nouveaux à l'exception de ceux mentionnés au II ci-dessous

II Peuvent être autorisés,

sous réserve de respecter les règles de construction définies à l'article 3.3, de ne pas créer de logement supplémentaire ni d'ERP et de ne pas créer de surfaces vitrées importantes :

- toute construction ou installation visant à réduire les effets du risque technologique ;
- les nouvelles installations liées à l'établissement à l'origine du risque, sous réserve de respecter la réglementation existante et à condition que celles-ci n'entraînent pas une aggravation de l'aléa en dehors de l'emprise foncière de l'établissement CITEADITE FRANCE ;
- toute construction ou installation ou infrastructure strictement nécessaire au fonctionnement des services publics ou collectifs qui ne saurait être implantée en d'autres lieux et sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de l'ouvrage ;
- les équipements et installations liés directement à l'exploitation et à la gestion du réseau routier ;
- toute construction ou installation à usage agricole, à l'exception des structures en verre (serres, châssis ...) et sous réserve qu'elle ne puisse être habitée ;
- les annexes aux habitations existantes ;
- les piscines sous réserve qu'elles ne soient pas couvertes ni entourées de surfaces vitrées ;
- les équipements sans personnel destinés à la production d'énergie renouvelable ;
- les affouillements et les exhaussements liés aux constructions et installations autorisées dans la zone.

Article 3.2 Dispositions régissant les projets sur les constructions et installations existantes

I Sont interdits :

Tout aménagement, changement de destination, reconstruction après sinistre ou extension des constructions existantes à l'exception de ceux mentionnés au II ci-dessous

II Peuvent être autorisés,

sous réserve de respecter les règles de construction définies à l'article 3.3, de ne pas créer de logement supplémentaire ni d'ERP et de ne pas créer de surfaces vitrées importantes :

- la reconstruction de bâtiments régulièrement autorisés et sinistrés sous réserve que la destruction ne résulte pas de l'aléa technologique et que la surface hors œuvre nette soit inchangée ou s'inscrive dans les plafonds régissant l'extension des constructions existantes ;
- l'élargissement ou l'extension de voiries de desserte strictement nécessaires aux activités de l'établissement à l'origine du risque ou à l'acheminement des secours ;
- les travaux d'entretien ou réparations ordinaires ;
- l'extension des constructions existantes à usage d'habitation limitée à 20 m² et sous réserve de ne pas augmenter la vulnérabilité du bien (une seule extension à partir de l'approbation du présent PPRF) ;

- les changements de destination ne conduisant pas à augmenter le nombre de personnes exposées ;
- l'extension et l'aménagement des constructions, à usage autre que l'habitation, existantes à la date d'approbation du présent règlement n'ayant pas pour objet un changement de destination aux fins d'habitation et sous réserve de ne pas augmenter leur vulnérabilité.

Article 3.3 Dispositions de construction et d'exploitation

Tout projet doit être réalisé en respectant les objectifs de performance en matière de surpression. Les constructions doivent être conçues pour résister à une surpression de 50 mbar.

Ainsi, tout projet ne peut être autorisé qu'au regard des conclusions d'une étude de conception à la charge du pétitionnaire vérifiant que les objectifs de performance cités ci-dessus sont respectés.

Dans ce cas et conformément à l'article R. 431-16c du code de l'urbanisme, une attestation, établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception, doit être jointe à la demande du permis de construire.

Sont exception à cette étude :

- les extensions de bâtiments d'activité inférieures à 20 m² d'emprise au sol et ne nécessitant pas une présence humaine permanente ;
- la construction d'annexes de bâtiments d'habitation existants (abris de jardin, garage, etc) inférieures à 20 m² d'emprise au sol non munies de vitrage.

TITRE III MESURES FONCIERES

Article 1 Secteurs d'expropriation et de délaissement

Il n'existe pas de secteur d'expropriation ni de secteur de délaissement dans le PPRT de CHEDDITE FRANCE.

Article 2 Droit de préemption urbain

Conformément au I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, le droit de préemption peut s'exercer sur l'ensemble du périmètre réglementé du PPRT de CHEDDITE FRANCE au profit des communes ou des EPCI compétents dans les conditions définies par l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme.

TITRE IV MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS

Le PPRT prescrit des mesures de protections des populations face aux risques encourus. Ces mesures peuvent concerner l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, ouvrages, installations et voies de communication existant à la date d'approbation du plan.

Article 1 Mesures relatives à l'aménagement

En l'absence de biens existants en zone rouge, aucune mesure obligatoire n'est prescrite.

Article 2 Mesures relatives à l'utilisation

Sont interdits dans le périmètre d'exposition au risque :

- le stockage de produits ou marchandises sur une hauteur supérieure à 6 m ;
- le stationnement des véhicules de transport de matières dangereux, en dehors de l'établissement Cheddite France, sur la voirie routière ;
- le stationnement de caravanes occupées en permanence ou temporairement par des personnes ;
- les manifestations sportives et culturelles de plein air à l'intérieur du périmètre d'exposition au risque en zone R.

Les travaux d'entretien et de réparation de la voie ferrée et des équipements nécessaires à son exploitation sont autorisés sous réserve :

- que l'effectif du personnel soit aussi réduit que possible ;
- que toute installation de chantier soit placée hors du périmètre d'exposition aux risques.

Article 3 Mesures relatives à l'exploitation

En zone R, la commune de Clérieux a la charge de mettre en place les restrictions d'usage des terrains nus. Ainsi, l'interdiction de stationner sera indiquée en limite de la zone R sur la voie communale n°4. Un dispositif d'information sera également disposé en limite de cette même zone par la société CHEDDITE FRANCE, sur ses terrains.

Ces dispositions seront mises en place dans un délai d'un an à compter de la date d'approbation du présent PPRT.

Si le transport de marchandises dangereuses est envisagé sur la voie ferrée traversant le périmètre d'exposition au risque :

- Tout arrêt de trains de marchandises dangereuses est interdit, excepté lorsque la situation d'urgence le nécessite.
- En zone b, l'arrêt de trains de marchandises dangereuses est autorisé pour réguler le trafic de la ligne.

TITRE V SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Aucune servitude d'utilité publique définie par l'article L. 515-8 du code de l'environnement ou les articles L. 5111-1 à L. 5111-7 du code de la défense n'est présente dans le périmètre d'exposition aux risques.



Liberté • Égalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction
départementale
des territoires
de la Drôme

P.P.R.T de CHEDDITE FRANCE à Clerieux

Plan de zonage réglementaire

1/7500ème

Annexe 11

CHANOS-CURSON

CLERIEUX

GRANGES-LES-BEAUMONT

LEGENDE

Zonage réglementaire

- Zone d'interdiction stricte R
- Zone d'autorisation sous conditions b
- Zone grisée

Périmètre d'exposition aux risques

- Limites du périmètre d'exposition aux risques

Éléments de repérage

- Bâti
- Limites des parcelles cadastrales
- Ligne TGV
- Limite de commune

Département de la Drôme

**Commune de
CLERIEUX**

**Plan
Local
d'Urbanisme**

7 – Autres Annexes (*Pièces écrites*)

- 7.1. Servitudes d'Utilité Publique*
- 7.2. Eléments relatifs au réseau d'eau potable*
- 7.3. Eléments relatifs au réseau d'assainissement*
- 7.4. Eléments relatifs au dispositif d'élimination
de déchets*
- 7.5. Classement sonore des infrastructures*

PREScription DU PROJET DE REVISION	ARRET DU PROJET DE REVISION	APPROBATION
11 juin 2008	11 avril 2012	8 août 2013



Claude BARNERON - Urbaniste O.P.Q.U.
10 rue Condorcet – 26100 ROMANS-SUR-ISERE

5.09.128

ANNEXE 7.1.

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

en application de l'article R.123.14 du Code de l'Urbanisme

Catégorie	Gestionnaire	Description	Type de l'acte	N° de l'acte	Date de l'acte	Observations
A4	Direction Départementale des Territoires SEFEN	Passage des engins d'entretien le long des cours d'eau : l'Herbasse, l'Egoute.	Arrêté préfectoral	5121	2 décembre 1968	
I1	Société du Pipeline Sud-Européen	Pipe-line Sud Européen.	Décret		8 mai 1987	
I1	Société du Pipeline Méditerranée-Rhône	Pipe-line Méditerranée-Rhône.	Décret		18 décembre 1970	
I4	RTE (Réseau de Transport d'Electricité) TERA GIMR	Ligne 400 kv Chaffard – Coulange.	DUP Ministériel	3371	30 juin 1982	
PM1	Direction Départementale des Territoires Service Aménagement, Territoire et Risques	PPR inondation et mouvements de terrains.	Arrêté préfectoral	01-3428	1 ^{er} août 2001	
PM3	Direction Départementale des Territoires Service Aménagement, Territoires et Risques	Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) pour l'établissement exploité par la société CHEDDITE-France à Clérieux.	Arrêté préfectoral	2001 350-008	22 décembre 2011	
T1	SNCF	Ligne T.G.V..	DUP		26 octobre 1989	

Servitudes d'utilité publique

- A4 : Conservation des eaux : Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'empire du lit de ces cours d'eau.
- I1 : Servitudes concernant les hydrocarbures liquides ou liquéfiés sous pression
- I4 : Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - données RTE 2010.
- PM1 : Plans de Prévention des Risques Naturels prévisibles - PPRN.
Avertissement du gestionnaire:
Pour le détail des zones et leurs prescriptions, il est impératif de se reporter au dossier PPRN annexé au PLU.
- PM3 : Plans de prévention des Risques Technologiques - PPRT
Avertissement du gestionnaire:
Pour le détail des zones et leurs prescriptions, il est impératif de se reporter au dossier PPRT annexé au PLU.
- T1 : Servitudes relatives aux chemins de fer.

Limites administratives

- Commune
- Section cadastrale

BD Parcelaire 2010 - Protocole MEEEDAT - MAP - IGN® du 24 juillet 2007.

0 1 000

mètres

Échelle : 1:65.00

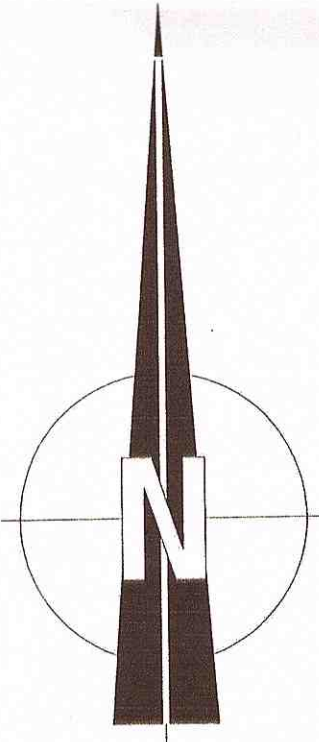
Commune de CLERIEUX

Réseau d'eau potable

Ne pas diffuser sans l'autorisation expresse des Eaux de la
Veaune

L'existence d'un réseau ne permet pas de préjuger de sa capacité
à assurer un service.

Pour tous travaux ou projet d'urbanisme, consulter
impérativement



Echelle 1/5000 Edité le 16/05/2012

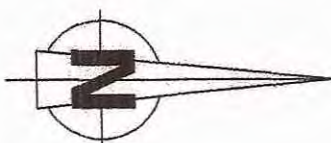


LEGENDE

RESEAU D'ASSAINISSEMENT

PLAN AU 1/1000, 1/2000, 1/5000 :

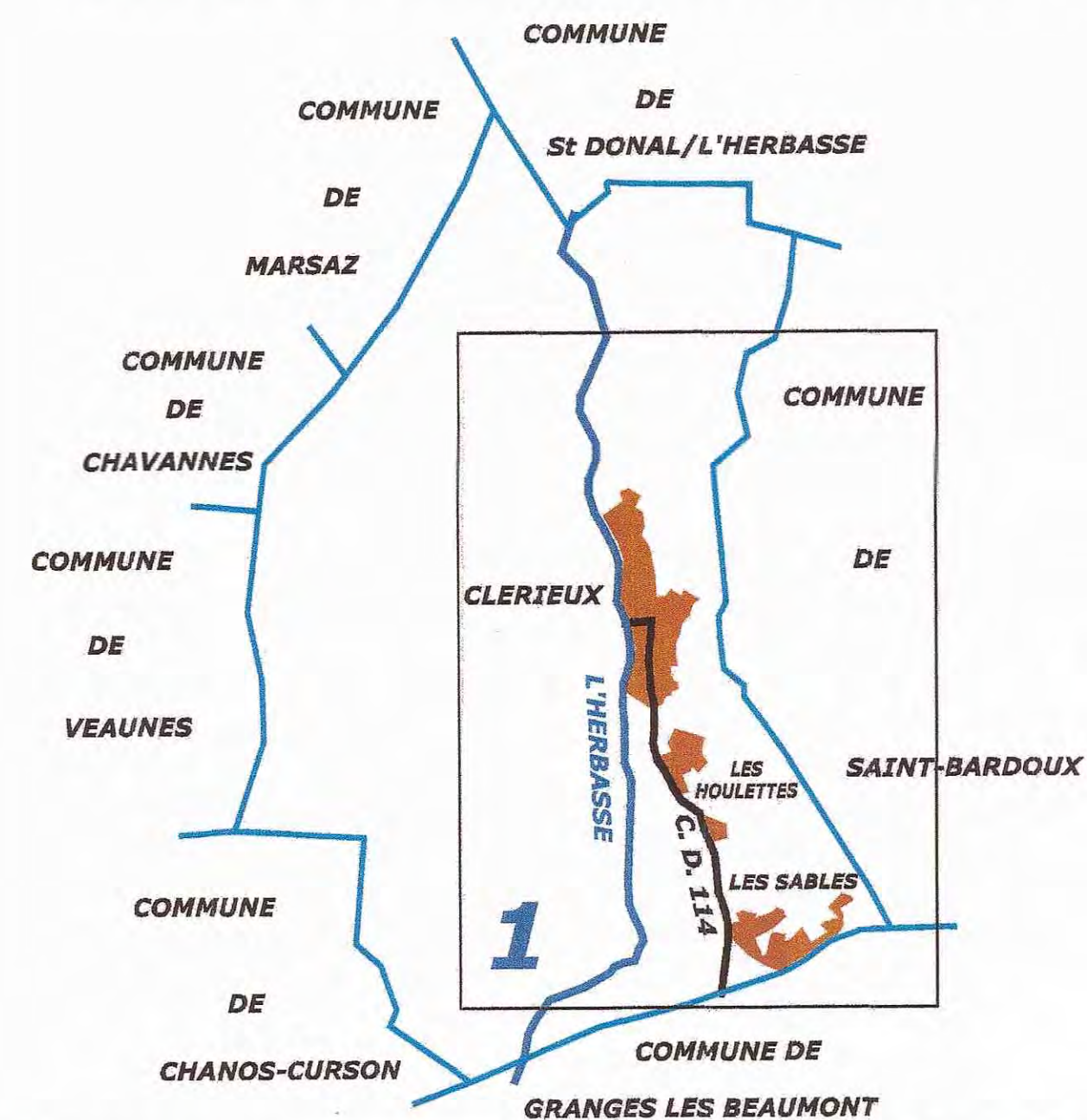
RESEAU UNITAIRE	
RESEAU EAUX USEES	
RESEAU EAUX PLUVIALES	
RESEAU SEPARATIF	
COLONNE DE REFOULEMENT	
ORALIN D'EVACUATION	
TRACÉ SANCTUARY	
TRÉ DE BUS	
RESEAU EN REVERSE, RESEAU MC...	
PASSEUR EN SYPHON	
POURCEAU	
VAINE D'ALIMENTATION	
CLAPET DE RETENUE	
VENTOUSE	
VERMOREL	
ANTI-BELIER	
ADRESSEUR	
DEVERGUEUR D'ORAGE (D.O.)	
REGARD DE VISITE	
REGARD DE VISITE DOUBLE	
PUITS PERDUS	
REGARD BORDON	
REGARD AVEC DECANTATION	
REGARD DE VISITE AVEC GRILLE	
GRILLE, GRILLE A DECANTATION	
BOUCHE AVALOIR, BOUCHE AVALOIR A DECANTATION	
BOUCHE A AVALOIR AVEC GRILLE, A DECANTATION	
RESERVOIR DE CHASSE D'ORAGE MANUELLE (TYPE 1-2)	
RESERVOIR DE CHASSE D'ORAGE AUTOMATIQUE (TYPE 1-2)	
BOITE DE BRANCHEMENT	
BRANCHEMENT ASSAINISSEMENT (SANS BOITE-BOITE INCONNU)	
BASEIN D'ORAGE	
APPAREIL DE MESURE	
DESSAINEUR	
STATION DE REFOULEMENT OU DE RELEVAGE	
USINE DE REFOULEMENT	



DEPARTEMENT DE LA DROME

COMMUNE DE CLERIEUX

RESEAU D'ASSAINISSEMENT



EDITE LE: 08/04/2008	Echelle: 1/4000e	26096.RA04.1
DESSINE LE: 30/08/1999 PAR: EDA	Dossier: 26096	
MIS A JOUR LE: 19/07/2005	PAR: M.H.	

VEOLIA
EAU
REGION CENTRE-EST
C.O. DAUPHINE- Savoie - Agence Drome-Ardeche
163, chemin de la Forêt - BP14 26901 Valence Cedex Téli: 04.75.82.41.00

ANNEXE 7.4. ELEMENTS RELATIFS AU SYSTEME D'ELIMINATION DES DECHETS

Cette mission est gérée par la Communauté d'agglomération du Pays de Romans, qui assure, par son adhésion au SYTRAD, le tri et la valorisation des déchets.

a) Collecte et traitement des ordures ménagères

Les Ordures Ménagères sont collectées en bacs roulants individuels ou collectifs selon les quartiers. Les ordures sont collectées deux fois par semaine.

b) Tri sélectif et déchetteries

Des points d'apports volontaires sont mis à disposition sur la commune. Ces points d'apport permettent de collecter les emballages légers, le verre, les papiers et journaux.

Deux déchetteries intercommunales sont à disposition des habitants à Romans et à Mours. Elles acceptent les déchets suivants : encombrants, végétaux, ferrailles, gravats, cartons, huiles, verre, journaux et papiers, déchets d'emballages ménagers. La déchetterie de Romans accepte en outre les déchets ménagers spéciaux ou toxiques (piles, peintures, néons et autres produits chimiques) et les déchets d'équipement électrique et électronique.

La communauté d'agglomération a par ailleurs mis en place un service de bennes tournantes pour collecter les encombrants sur les différentes communes.

c) Elimination des déchets :

Les déchets ménagers sont évacués vers le centre de tri mécanico-biologique de Beauregard-Barret (géré par le SYTRAD).

ANNEXE 7.5

CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES

Les infrastructures suivantes font l'objet d'un classement par arrêté préfectoral en tant qu'infrastructures bruyantes :

- ... les routes nationales,
- ... les routes départementales,
- les autoroutes,
- les Infrastructures ferroviaires.

Cet arrêté, pris en application de la Loi sur le Bruit et ses décrets d'application, vise à classer, suivant 5 catégories, les différentes voies de transport terrestre en fonction de leur niveau de nuisance sonore. Les bâtiments à construire à proximité de ces voies devront être dotés de certaines protections acoustiques.

Le classement génère des secteurs à l'intérieur desquels ces protections acoustiques devront être prises en compte, qui varient de 30 m à 300 m de large.

En ce qui concerne la commune de CLERIEUX, les voies suivantes sont concernées :

- Voir l'arrêté préfectoral du 2 mars 1999 pour les routes départementales :
 - ... RD 532 : secteur de 100 m (Catégorie 3)
- Voir l'arrêté préfectoral du 15 mars 1999 pour la voie ferrée « ligne TGV » :
 - Ligne TGV : secteur de 300 m (Catégorie 1)

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche.
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

PREFECTURE DE LA DROME

ARRETE N° 748

LE PREFET DE LA DROME
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,
Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,
Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L. 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,
Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,
Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,
Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,
Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,
Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 20 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur les plans joints en annexe.

Article 2

Les tableaux suivants donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

Ces tableaux sont classés dans l'ordre suivant :

- 1 - Classement des routes nationales
- 2 - Classement des routes départementales hors limite d'agglomération des communes de Valence, Bourg les Valence, Romans sur Isère, Bourg de Péage, Montélimar et Pierrelatte.
- 3 - Classement des autoroutes A7 et A49

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

1 - CLASSEMENT DES ROUTES NATIONALES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 7 Drôme Nord	PR 0 000 à PR 20 000	SAINTE-VALÉRIE D'ALBION CROZES HERMITAGE ANDANCETTE BEAUSÉVILLANT LAVEYRON SAINT-VALLIER PONSAS SERVES SUR RHONE EROME GERMANS TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain centre	PR 20 000 à PR 28 700	TAIN L'HERMITAGE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sortie Tain	PR 28 700 à PR 30 140	TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain sud	PR 30 140 à PR 36 140	TAIN L'HERMITAGE MERCURIOI LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE	2	250 m	ouvert
RN 7 Pont d'Isère	PR 36 140 à PR 37 200	PONT D'ISERE	3	100 m	ouvert
RN 7 Sud Pont d'Isère	PR 37 200 à PR 45 000	PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence	PR 45 000 à PR 48 770	BOURG LES VALENCE VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 7 Portes les valence	PR 48 770 à PR 49 566	VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence sud	PR 49 566 à PR 53 340	VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 La Paillassa	PR 53 340 à PR 56 780	ETOILE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Etoile	PR 56 780 à PR 63 200	ETOILE SUR RHONE LIVRON	3	100 m	ouvert
RN 7 Livron centre	PR 63 200 à PR 64 840	LIVRON	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Livron	PR 64 840 à PR 66 476	LIVRON LORIOI	2	250 m	ouvert
RN 7 sud Lorioi	PR 66 476 à PR 72 240	LORIOI CLOUSCLAT SAULCE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 Saulce centre	PR 72 240 à PR 73 000	SAULCE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Saulce	PR 73 000 à PR 76 700	SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 Tourettes 1	PR 76 700 à PR 77 000	LES TOURETTES	2	250 m	ouvert
RN 7 Tourettes 2	PR 77 000 à PR 77 700	LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Tourettes	PR 77 700 à PR 78 700	LES TOURETTES LA COUCOURDE	2	250 m	ouvert
RN 7 Coucourde	PR 78 700 à PR 80 550	LA COUCOURDE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Coucourde	PR 80 550 à PR 85 000	SAVASSE	2	250 m	ouvert
RN 7 Savasse	PR 85 000 à PR 85 900	SAVASSE	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Drôme	PR 85 900 à PR 114 400	SAVASSE MONTEILMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MILATAVERNE DONZERE PIERRELATTE	2	250 m	ouvert
RN 7 Emile vauchuse	PR 114 400 à PR 118 007	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 507	PR 0,000 à PR 0,340	VALENCE			
RN 1032	PR 0,000 à PR 0,057 (totalité)	VALENCE	3	100 m	ouvert
		MAUSSARD	2	250 m	ouvert
		CHADEUIL			
DEVIATION DE BOURG LES VALENCE	TOTALITE	VALENCE	2	250 m	ouvert
		SANT MARCEL LES VALENCE			
RN 532 (1)	PR 0,000 à PR 17,040	BOURG LES VALENCE			
		VALENCE	2	250 m	ouvert
		SANT MARCEL LES VALENCE			
		ALBAN			
		BOURG DE PEAGE			
RN 532 (2)	PR 17,040 à PR 19,620	CHATEAUNEUF SUR ISERE			
RN 532 (3)	PR 19,620 à PR 20,700	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
		CHATUZANGE LE GOUBET	4	30 m	ouvert
RN 532 (4)	PR 20,700 à PR 35,000	BOURG DE PEAGE			
		CHATUZANGE LE GOUBET	3		ouvert
		BEAUREGARD BARET			
		JAILLANS			
		SEYNEUX			
		HOSTUN			
		LA BAUME D'HOSTUN			
RN 532 (5)	PR 35,000 à PR 35,405	SAINT NAZAIRE EN ROYANS			
RN 101 (1)	PR 0,000 à PR 1,200	SAINT NAZAIRE EN ROYANS	2	250 m	profil en "U"
RN 102 (2)	PR 1,200 à PR 3,000	MONTILMAR	3	100 m	ouvert
RN 102 (1)	PR 0,000 à PR 0,600	MONTILMAR	2	250 m	ouvert
		BOURG DE PEAGE	3	100 m	profil en "U"
		ROMANS SUR ISERE			
RN 02 (2)	PR 0,000 à PR 2,370	ROMANS SUR ISERE			
RN 02 (3)	PR 2,370 à PR 7,000	ROMANS SUR ISERE	4	30 m	ouvert
		SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 02 (4)	PR 7,000 à PR 7,200	SAINT PAUL LES ROMANS			
RN 02 (5)	PR 7,200 à PR 8,600	SAINT PAUL LES ROMANS	2	250 m	profil en "U"
RN 02A	PR 0,000 à PR 1,000	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
		CHATUZANGE LE GOUBET	3	100 m	ouvert
RN 05	PR 0,144 à PR 2,600	TAIN L'HERMITAGE			
		MERCURIOU	3	100 m	ouvert
RN 304	PR 0,000 à PR 4,000	LORIOU			
RN 76	PR 0,000 à PR 0,060	LUS LA CHOLE HAUTE	3	100 m	ouvert
			3	100 m	ouvert

2 - CLASSEMENT DES ROUTES DEPARTEMENTALES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 1	PR 5.600 à PR 7.600	ANNEYRON	3	100 m	ouvert
RD 1	PR 7.600 à PR 8.303	ANNEYRON	4	30 m	ouvert
RD 1	PR 8.300 à PR 9.0	ANNEYRON	4	30 m	profil en "U"
RD 6	PR 0.000 à PR 2.518	MONTELMAR	4	30 m	ouvert
RD 6	PR 2.518 à PR 3.0	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 0.0 à PR 1.300	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 1.300 à PR 2.129	BOURG LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 7	PR 2.129 à PR 2.354	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 2.354 à PR 2.517	BOURG LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 2.517 à PR 3.780	VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 3.780 à PR 5.628	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 5.628 à PR 6.500	PORTES LES VALENCE	3	100 m	profil en "U"
RD 7	PR 6.500 à PR 7.802	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 11	PR 1.735 à PR 4.220	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 0.0 à PR 0.878	SAINT VALLIER	4	30 m	ouvert
RD 51	PR 0.878 à PR 1.255	SAINT VALLIER	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 1.255 à PR 3.890	SAINT BARTHELEMY DE VALS	3	100 m	ouvert
RD 51A	PR 0.0 à PR 0.676	SAINT VALLIER	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 7.343 à PR 9.359	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.359 à PR 9.500	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.500 à PR 9.700	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 9.700 à PR 12.334	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 0.830 à PR 10.518	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 10.518 à PR 11.198	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 11.198 à PR 12.505	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 12.505 à PR 18.200	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 18.200 à PR 19.280	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 19.280 à PR 19.448	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 19.448 à PR 25.765	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 2.618 à PR 3.430	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 3.430 à PR 10.233	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.435 à PR 12.477	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.477 à PR 14.421	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 1.920 à PR 2.984	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 2.984 à PR 6.440	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 6.440 à PR 7.200	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.200 à PR 7.500	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	profil en "U"
RD 73	PR 7.500 à PR 7.785	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 83	PR 7.785 à PR 8.860	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 83	PR 11.800 à PR 13.815	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 83	PR 13.815 à PR 15.524	CREST	3	100 m	ouvert
RD 83	PR 15.524 à PR 18.340	CREST	4	30 m	ouvert
RD 83	PR 18.340 à PR 20.395	AOUSTE SUR SYE	4	30 m	ouvert
RD 83	PR 20.395 à PR 21.895	AOUSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 83	PR 21.895 à PR 27.700	MIRABEL ET BLAONS	3	100 m	ouvert
RD 83	PR 27.700 à PR 33.740	SAILLANS	3	100 m	ouvert
RD 83	PR 33.740 à PR 36.0	ESPEZEL	3	100 m	ouvert
RD 83	PR 36.0 à PR 38.122	VERCHENY	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 16.101 à PR 17.176	SUZE LA ROUSSE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 23.800 à PR 24.153	TULETTE	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 24.153 à PR 24.700	TULETTE	4	30 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 94	PR 24.700 à PR 25.100	TULETTE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 25.100 à PR 25.656	TULETTE	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 38.310 à PR 38.450	VINCIGRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 38.450 à PR 42.811	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 42.811 à PR 44.310	NYONS	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 44.310 à PR 44.996	NYONS	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 44.996 à PR 47.030	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.030 à PR 47.800	AUBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.800 à PR 49.370	AUBRES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 49.370 à PR 50.400	PILLES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 50.400 à PR 50.800	PILLES	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 50.800 à PR 51.150	PILLES	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 51.150 à PR 51.730	CONDORCET	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 0.0 à PR 2.145	CREST	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 2.145 à PR 3.200	OMAJEU	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 3.200 à PR 8.725	CHABRILLAN	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 8.725 à PR 8.820	GRANGES	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 10.820 à PR 18.0	LORIOL	2	250 m	profil en "U"
RD 104	PR 18.0 à PR 18.813	LORIOL	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 0.0 à PR 2.198	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 2.198 à PR 5.185	PORTES LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 5.185 à PR 8.600	BEAUVALLON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 8.600 à PR 11.555	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 11.555 à PR 13.700	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 13.700 à PR 14.500	MONTOISON	2	250 m	profil en "U"
RD 111	PR 14.500 à PR 18.415	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 18.415 à PR 18.465	UPIE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 18.465 à PR 17.350	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 17.350 à PR 14.700	EURE	3	100 m	ouvert
RD 111A	PR 2.0 à PR 2.809	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.0 à PR 9.758	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.758 à PR 11.570	ROUSSAS	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 11.570 à PR 14.874	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 14.874 à PR 15.460	VALATAVERNE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 0.0 à PR 2.430	CREST	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 2.430 à PR 4.870	ADUSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 4.870 à PR 8.225	PIEGROS LA CLASTRE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 8.225 à PR 8.285	MIRABEL ET BLACONS	3	100 m	ouvert
RD 220A	PR 0.0 à PR 1.875	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 238	PR 0.0 à PR 1.758	DIE	4	30 m	ouvert
RD 281	PR 3.67 à PR 4.871	MONTELEGER	3	100 m	ouvert
RD 281	PR 4.871 à PR 10.0	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 281	PR 10.0 à PR 13.634	VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 288	PR 0.0 à PR 3.0	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 288	PR 3.0 à PR 7.28	LA ROCHE DE GLUN	3	100 m	ouvert
RD 288	PR 7.28 à PR 7.911	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 414	PR 0.0 à PR 0.204	GRIGNAN	3	100 m	profil en "U"
RD 432	PR 0.0 à PR 2.0	VALENCE	2	250 m	ouvert
RD 432	PR 2.0 à PR 4.97	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 432	PR 4.97 à PR 5.186	SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de (tracé) (rue ou "U" ou (tracé ouvert)
RD 432	PR 5.106 à PR 5.394	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.0 à PR 6.185	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 6.185 à PR 5.254	LA GARDE ADHEMAR	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 5.254 à PR 8.741	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 0.0 à PR 3.592	MERCURIO	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.592 à PR 3.831	CHAMOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.831 à PR 4.327	CHAMOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 4.327 à PR 4.741	CHAMOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 4.741 à PR 5.360	CHAMOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 5.360 à PR 7.104	CHAMOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 7.104 à PR 7.344	BEAUMONT MONTEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.344 à PR 7.430	CLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.430 à PR 9.939	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 9.939 à PR 10.351	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 10.351 à PR 11.71	GRANGES LES BEAUMONT	4	30 m	ouvert
RD 532	PR 11.71 à PR 12.770	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 29.444 à PR 30.417	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 30.417 à PR 32.45	PEYRINS	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 32.45 à PR 32.345	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 32.345 à PR 33.77	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.77 à PR 33.691	MOURS SAINT EUSEBE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 33.691 à PR 33.699	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.699 à PR 35.0	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 35.0 à PR 36.702	BOURG DE PEAGE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 36.702 à PR 41.384	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 41.384 à PR 42.321	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 42.321 à PR 43.850	ALIXAN	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 43.850 à PR 46.783	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 46.783 à PR 46.331	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 46.331 à PR 47.227	MONTELMAR	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 47.227 à PR 62.482	CHADEUIL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 62.482 à PR 55.500	MONTVENDRE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 55.500 à PR 59.892	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 59.892 à PR 60.820	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 60.820 à PR 67.345	VAUNAVEYS LA ROCHEFFE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 67.345 à PR 70.400	CREST	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 130.873 à PR 135.950	VENTEROL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 135.950 à PR 139.280	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 144.020 à PR 145.500	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 145.500 à PR 145.000	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 145.000 à PR 147.50	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	profil en "U"
RD 538	PR 147.50 à PR 149.384	PIEGON	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 3.300 à PR 4.000	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 4.000 à PR 8.500	MONTMEYRAN	3	100 m	profil en "U"
RD 538A	PR 8.500 à PR 5.630	MONTMEYRAN	4	100 m	ouvert
RD 538A	PR 5.630 à PR 7.600	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 7.600 à PR 8.200	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 8.200 à PR 12.57	BEAUMONT LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 538A	PR 12.57 à PR 12.373	MAISSARD	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.373 à PR 12.700	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.700 à PR 14.950	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 540	PR 4.100 à PR 5.217	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
			4	30 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de l'ouvrage (profil en "U" ou lisse ou ouvert)
RD 540	PR 5,217 à PR 10,390	MONTBOUCHER SUR JABRON	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 10,390 à PR 11,0	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 11,0 à PR 11,950	LA BATIE ROLLAND	3	100 m	profil en "U"
RD 540	PR 11,950 à PR 13,129	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 13,129 à PR 16,615	LA BEGUÉE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 16,615 à PR 18,624	DONZÈRE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 18,624 à PR 4,190	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 4,190 à PR 6,76	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6,76 à PR 6,280	GRANGES GONTARDES	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 6,280 à PR 6,312	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6,312 à PR 7,498	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 7,498 à PR 8,600	VALAURIE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 8,600 à PR 8,668	VALAURIE	2	250 m	profil en "U"
RD 541	PR 8,668 à PR 9,0	VALAURIE	3	100 m	profil en "U"
RD 541	PR 9,0 à PR 12,88	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12,88 à PR 12,858	BEAUVILLE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12,858 à PR 13,630	CHATEMERLE LES GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 13,630 à PR 19,770	GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 19,770 à PR 20,485	SAINT PANTALEDON LES VIGNES	3	100 m	ouvert

3 - AUTOROUTES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue ou "U" ou tissu ouvert)
AUTOROUTE A7	PR 26.280 à PR 142.810	SAINT RAMBERT D'ALBON ALBON BEAUSEMPLANT SAINT UZE SAINT BARTHELEMY DE VALS CHANTEMERLE LES BLES LARNAGE MERCURIOI LA ROCHE DE GLON PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LIVRON LORIOL SAUCE SUR RHONE LES TOURETTES LA DOUGOURDE SAVASSE SAINT MARCEL LES SAUZET SALETT MONTBOUCHER SUR JABRON ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE GRANGES GONTARDES LA GARDE ADHEMAR SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	1	300 m	ouvert
AUTOROUTE A49		BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET GEMIREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BALME D'HOSTUN	2	250 m	ouvert

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décret 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U » ;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont, par ordre alphabétique :

ALBON	EYMEUX	PIERRELATTE
ALIXAN	GERVANS	PILLES
ALIAN	GRANES	PONSAS
ALEX	GRANGES GONTARDES	PONT D'ISERE
ANDANCETTE	GRANGE LES BEAUMONT	PORTES LES VALENCE
ANNEYRON	GRIGNAN	REAUVILLE
AOUSTE SUR SYE	HOSTUN	ROMANS SUR ISERE
AUBRES	JAILLANS	ROUSSAS
BEAUMONT LES VALENCE	LA BATIE ROLLAND	SAILLANS
BEAUMONT MONTEUX	LA BAUME D'HOSTUN	SAINT BARTHELEMY DE VALS
BEAUREGARD BARET	LA BEGUDE	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE
BEAUSEMBLANT	LA COUCOURDE	SAINT MARCEL LES VALENCE
BEAUVALLON	LA GARDE ADHEMAR	SAINT NAZAIRE EN ROYANS
BOURG DE PEAGE	LA ROCHE DE GLUN	SAINT PANTALEON LES VIGNES
BOURG LES VALENCE	LARNAGE	SAINT PAUL LES ROMANS
CHABEUIL	LAVEYRON	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
CHABRILLAN	LES TOURETTES	SAINT RAMBERT D'ALBON
CHANOS CURSON	LIVRON	SAINT RESTITUT
CHANTEMERLE LES BLES	LORIOLE	SAINT UZE
CHANTEMERLE LIS ORIGNAN	LUS LA CROIX HAUTE	SAINT VALLIER
CHATEAUNEUF DU RHONE	MALATAVERNE	SAULCE SUR RHONE
CHATEAUNEUF SUR ISERE	MALISSARD	SAUZET
CHATUZANGE LE GOUDET	MERCUROL	SAVASSE
CLERIEUX	MIRABEL ET BLACONS	SERVES SUR RHONE
CLIOUSCLAT	MIRABEL AUX BARONNIES	SOLERIEUX
CONDORCET	MONTBOUCHER SUR JABRON	SUZE LA ROUSSE
CREST	MONTELEGER	TAIN L'HERMITAGE
CROZES HERMITAGE	MONTILMAR	TULLETTE
DIE	MONTMEYRAN	UPIE
DIVAJEU	MONTOISON	VALAURIE
DONZERE	MONTVENDRE	VALENCE
EROME	MOURS SAINT EUSEBE	VAUNAVEYS LA ROCHETTE
ESPELUCHE	NYONS	VENTEROL
ESPEL	PEYRINS	VERCHENY
ETOILE SUR RHONE	PIEGON	VINSOBRES
EURRE	PIEGROS LA CLASTRE	

Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux et de transports en commun en site propre.

A Valence le 12 MARS 1999

Jean-Pierre MARQUIE

Pour ampliation

Le Secrétaire Général,
Chef de Bureau

1 - 
1 - 
1 - 

PREFECTURE DE LA DROME

ARRETE N° 970

LE PREFET DE LA DROME
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 11-4-1,
Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,
Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,
Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,
Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,
Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,
Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,
Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equiperment en date du 22 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur le plan joint en annexe.

Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'infrastructures ferroviaires, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain traversé.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comprise de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue art "U" ou tissu ouvert)
VOIE FERRÉE "VALLEE DU RHONE"	KM 571+044 à KM 698.744	SAINT RAMBERT D'ALBON ANDANCETTE LAVEYRON SAINT VALLIER PONSAS SERVES EROME GERVANS CROZES HERMITAGE GERVANS TAIR L'HERMITAGE MERCUROL PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LIMON LORION SAULCE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MONTELMAR DONZERE PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERRÉE "LIGNE GY"	KM 454+327 à limite départementale	LAPEYROUSE MORNAY MANTHES MORAS EN VALLOIRE SAINT SORLIN EN VALLOIRE CHATEAUNEUF DE GALAURE MUREILS LA MOTTE DE GALAURE CLAVEYSON BREN MARSAZ CHAVANES CLERIEUX BRANGES LES BEAUMONT SAINT MARCEL LES VALENCE MONTELER CHAMEUL MONTVENDRE MONTMAYRAN CURECHES LUPIE ROYNAC MARZANNE BONLIEU SUR ROUBON LA LAURIE SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON VAUNAVEYS LA ROCHETTE EURRE CREST ONAJEZ CHABRELLAN LA ROCHE SUR GRANE ESPELICHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE ROUSSAS GRANGES GONTARDES DONZERE LA GARDE ADRIENAR PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERRÉE "LIGNE VALENCE- SAINT MARCEL"	KM 1+208 à KM 2+000	BOURG LES VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	ouvert

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U » ;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont :

ALLAN
ANDANCETTE
BONLIEU SUR ROUBION
BOURG LES VALENCE
EREN
CHABEUIL
CHABRILLAN
CHATEAUNEUF DE GALAURE
CHATEAUNEUF DU RHONE
CHATEAUNEUF SUR ISERE
CHAVANNES
CLAVEYSON
CLERIEUX
CREST
CROZES HERMITAGE
DIVAJEU
DONZERE
EROME
ESPELUCHE
EURRE
ETOILE SUR RHONE
GERVANS
GRANGES GONTARDES
GRANGES LES BEAUMONT
LA COUCOURDE
LA GARDE ADHEMAR
LA LAUPIE
LA MOTTE DE GALAURE
LA ROCHE SUR GRANE
LAPEYROUSE MORNAY
LAVEYRON
LES TOURETTES
LIVRON

LORIOL
MALATAVERNE
MANTHES
MARSANNE
MARSAZ
MERCURIOL
MONTBOUCHER SUR JABRON
MONTELLIER
MONTELMAR
MONTMEYRAN
MONTVENDRE
MORAS EN VALLOIRE
MUREILS
OURCHES
PIERRELATTE
PONAS
PONT D'ISERE
PORTES LES VALENCE
ROUSSAS
ROYNAC
SAINT MARCEL LES VALENCE
SAINT RAMBERT D'ALBON
SAINT SORLIN EN VALLOIRE
SAINT VALLIER
SAULCE
SAUZET
SAVASSE
SERVES SUR RHONE
TAIN L'HERMITAGE
UPIE
VALENCE
VAUNAVEYS LA ROCHETTE

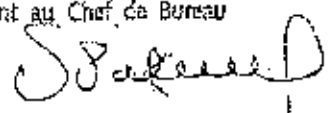
Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux, ferroviaires et de transports en communs en site propre.

Valence le 15 MAR. 1999

Pour ampliation
L'Adjoint au Chef de Bureau

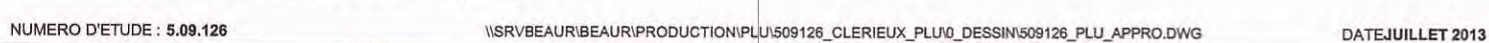

Françoise FUKALL

Jean-Pierre MARQUIE

Annexe graphique

8.4

ECHELLE	Prescription du PLU	Arrêt du projet du PLU	Approbation du PLU	
1/10 000	11/06/2008	11/04/2012	08/08/2013	



DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

COMMUNE DE CLÉRIEUX



ACTUALISATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USÉES

JUILLET 2012
ÉTUDE R11111407



SARL au capital de 50 000 euros - RCS : Toulouse 435 114 129 - Code APE : 7112B

Siège social et Agence Sud	GéoPlusEnvironnement	Le Château	31290 GARDOUCH	Tél : 05 34 66 43 42 / Fax : 05 61 81 62 80
Agence Centre et nord	GéoPlusEnvironnement	2 rue Joseph Leber	45530 VITRY AUX LOGES	Tél : 02 38 59 37 19 / Fax : 02 38 59 38 14
Agence Ouest	GéoPlusEnvironnement	5 rue de la Rôme	49123 CHAMPTOCE SUR LOIRE	Tél : 02 41 34 35 82 / Fax : 02 41 34 37 95
Agence Sud-Est	GEO+	Quartier Les Sables	26380 PEYRINS	Tél : 04 75 72 80 00 / Fax : 04 75 72 80 05
Agence Est	GéoPlusEnvironnement	7 rue du Breuil	88200 REMIREMONT	Tél : 03 29 22 12 68 / Fax : 09 70 06 74 23

Site internet : www.geoplusenvironnement.com

RESUME

La commune de Clérieux est située dans la Drôme des Collines, au nord du département de la Drôme, à 10 km au nord-ouest de Romans-sur-Isère.

Sa population est de **2051 habitants** (INSEE, 2009) pour **831 habitations** (INSEE, 2008) dont 779 sont considérés comme logements principaux.

Ces logements sont essentiellement **répartis en rive gauche de l'Herbasse** : le village et ses extensions, entre les Petits Théômes au nord et les Robines au sud.

Le territoire de Clérieux repose sur des **terrains d'âge tertiaire et quaternaire**.

- les zones de collines présentent essentiellement des terrains de molasse miocène marine, de faciès alpin composés de sables et de grès ;
- la vallée de l'Herbasse et les combes entaillant les collines comportent des alluvions composées de cailloutis et de sable.

Il existe une **nappe aquifère** dans la molasse Miocène dont la direction générale d'écoulement est orientée vers le sud-ouest.

Aucun forage d'alimentation en eau potable n'est implanté sur le territoire.

On recense **177 installations d'assainissement non collectif**, dont 170 ont été contrôlées par le SPANC. A ce jour, 45% des installations contrôlées (77 installations) nécessitent des travaux de mise en conformité.

Le secteur desservi par le **réseau d'assainissement collectif** concerne uniquement la partie du territoire communal situé en rive gauche de l'Herbasse. Il s'étend **entre les Théômes-Viretard au nord et les Greniers-les Robines au sud**. Les eaux collectées sont dirigées vers la **station d'épuration de Romans-sur-Isère**, d'une capacité nominale de 107 900 Equivalents Habitants, qui traite les eaux usées de 11 communes de l'agglomération romanaise.

Le **réseau d'assainissement est unitaire dans les quartiers anciens**. Deux déversoirs d'orage sont implantés au droit de Four Banal. Ils rejettent les excédents d'eau vers l'Herbasse.

Un **diagnostic caméra** a été réalisé en mai 2011 du quartier de La Fabrique à la sortie du centre-ville. Il pointe différentes **anomalies** (décalages verticaux et latéraux, décollement de joints élastomères, dépôt de sédiments, ovalisation de conduite, présence de racines et de radicules) en particulier sur les quartiers des **Fabriques** et de la **Riveraine**.

Le **réseau est séparatif dans les quartiers récents** (La Riveraine, les Mignots, Les Sables et les Greniers). Les rejets d'eaux pluviales se font dans l'Herbasse.

A ce jour, la gestion des eaux pluviales pose problème, puisque la rue de la Vallée est inondée lors des épisodes pluvieux. La commune a fait réaliser diverses études sur ce sujet. La communauté d'agglomération du Pays de Romans a lancé l'étude du schéma pluvial à l'échelle du Pays.

Une **étude d'aptitude des sols à l'assainissement autonome** a été réalisée en 1998 dans le cadre du Schéma Directeur d'Assainissement. Cette étude a permis de caractériser les différents terrains rencontrés et de tester leurs capacités hydrauliques à l'infiltration :

- **inaptes** sur les zones de collines de l'est et du sud-ouest de la commune,
- **aptes** principalement sur le **nord-ouest** du territoire,
- **aptes sous réserves** dans la **vallée de l'Herbasse**.

La commune a décidé d'**étendre le réseau de collecte des eaux usées aux zones à urbaniser** identifiées dans le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme, dans les quartiers Les Petits Théômes, les Mas Sud, Four Banal, les Mignots et Bouvier.

Une **analyse financière** du projet a été menée. L'impact du coût de réalisation des travaux, issus de ces projets, sur le prix du mètre cube d'eau potable a été estimé à **16 centimes**.

Le **zonage** élargit donc la zone d'assainissement collectif en **incluant ces différents quartiers à urbaniser** mais aussi quelques habitations du quartier de Saint-Rémèane.

Le **reste** du territoire communal est maintenu en **assainissement non collectif**.

SOMMAIRE

1. DÉFINITION DE LA MISSION.....	4
1.1. INTRODUCTION.....	4
1.2. OBJECTIFS ET LIMITES.....	4
2. CONTEXTE.....	7
2.1. ENVIRONNEMENT.....	7
2.1.1. Localisation.....	7
2.1.2. Contexte géologique.....	7
2.1.3. Contexte hydrogéologique.....	8
2.2. DÉMOGRAPHIE ET URBANISME.....	9
2.2.1. Démographie.....	9
2.2.2. Evolution de l'urbanisation.....	10
2.2.3. Activités économiques.....	12
2.2.4. Actuelles et futures zones d'extension de l'urbanisation.....	16
2.3. CONSOMMATION D'EAU POTABLE.....	17
3. SITUATION ACTUELLE DE L'ASSAINISSEMENT.....	18
3.1. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	18
3.1.1. Aptitude des sols à l'infiltration et zonage.....	18
3.1.2. Le contrôle des installations d'assainissement non collectif.....	20
3.2. ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	20
3.2.1. Le zonage de 1998.....	20
3.2.2. Réseau communal d'assainissement.....	21
3.2.3. La station d'épuration.....	22
4. SITUATION ACTUELLE DU RESEAU DE COLLECTE DES EAUX PLUVIALES.....	23
4.1. LE ZONAGE.....	23
4.2. LE RÉSEAU COMMUNAL.....	23
4.2.1. Descriptif du réseau.....	23
4.2.2. Les résultats des études relatives aux eaux pluviales.....	23
5. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA POPULATION.....	24
6. CHOIX DE LA COMMUNE.....	25
6.1. RAPPEL DES TRAVAUX PROPOSÉS DANS LE SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DE 1998.....	25
6.2. TRAVAUX RÉALISÉS DEPUIS 1998.....	25
6.3. LES PROJETS DE LA COMMUNE.....	26
6.4. LES COÛTS DU PROJET.....	26
7. ANALYSE FINANCIÈRE.....	27
7.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	27
7.1.1. Travaux neufs : Taux de subventions potentiels.....	27
7.1.2. Impact des travaux d'assainissement sur le prix de l'eau.....	27
7.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	28
7.2.1. Coûts de réhabilitation.....	28
7.2.2. Coûts d'exploitation et de renouvellement.....	28
8. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT.....	29
8.1. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	29
8.2. ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	29
9. ANNEXES.....	30

FIGURES

Figure 1 : Localisation de la commune de Clérieux.....	5
Figure 2 : Contexte géologique	6
Figure 3 : Répartition du bâti	13
Figure 4 : Activités économiques.....	14
Figure 5 : Zones d'urbanisation future	15

1. DÉFINITION DE LA MISSION

1.1. Introduction

GéoPlusEnvironnement a été mandaté par la **commune de Clérieux** afin d'**actualiser le zonage d'assainissement** pour le mettre en conformité avec le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme. Il s'agit d'intégrer les perspectives de développement de l'urbanisation de la commune et les projets d'assainissement.

1.2. Objectifs et limites

L'objectif de ce document est, à partir de la situation sanitaire actuelle, de **cerner les possibilités d'assainissement collectif, semi-collectif et non-collectif (individuel)**.

Les solutions proposées dans ce document permettront à la collectivité locale de faire des choix pour définir les systèmes d'assainissement à mettre en œuvre en fonction du coût, des problèmes sanitaires actuels et de la capacité des sols à l'assainissement autonome dans le respect du milieu naturel.

D'après l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales modifié par la loi sur l'eau de 2006, la délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement individuel conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement,
- ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte.

Le présent rapport fait état de la situation actuelle de l'assainissement, après une description de la commune et de son contexte naturel.

Elle présente ensuite des solutions d'assainissement non collectif et collectif dans le cadre du Zonage d'Assainissement du territoire communal.



0 m 800 m 3,2 km

Echelle au 1 / 80000



Etude
n°11111407

Date	Dessiné	Vérifié
07/2012	HJ	SB
Modifié	Dessiné	Vérifié



TERRAINS SEDIMENTAIRES QUATERNAIRE Post-Würm (Holocène)

- Colluvions polygéniques : cailloutils, sables, argiles
- Alluvions fluviales (Fz1) et torrentielles (Jz1) des plaines d'inondation

Würm

Alluvions fluviales (Fy) et torrentielles (Jy) des basses terrasses

- Fy - Alluvions fluviales de niveau non déterminé
- Terrasse du Pont-de-l'Isère (niveau inférieur)
- Terrasse de Tain-l'Hermitage
- Terrasse de Beaumont-Montoux
- Terrasse des Saviaux et de Romans
- Terrasse des Chassis (niveau supérieur)

Riss

Limons non calcaire

- Alluvions fluviales (Fx) et torrentielles (Jx) des moyennes terrasses
- Fx - Alluvions de niveau non déterminé
- Niveau inférieur - Riss récent (terrasse des Odouards)
- Niveau supérieur - Riss ancien

Mindel

Terrasses de Crozes-Hermitage

Günz

Alluvions fluviales des très hautes terrasses

- Niveau inférieur, terrasse de la Baume
- Niveau supérieur, terrasse de Mercuriol

Plio-Pléistocène

- Formation résiduelle
- Cailloutils et sables siliceux résiduels (niveaux variables)

TERTIAIRE

Pliocène inférieur

- Marin
- p1S - Faciès sableux
- p1F - Faciès caillouteux
- p1M - Faciès argileux
- Continental
- m-p - Cailloutils grossiers de base (Infra-Pliocène)

Miocène (Helvétien-Tortonien)

- Molasse sablo - gréseuse :
- m2A - Faciès argileux ou mameux
- m2F - Faciès sableux continental
- m2S - Faciès sableux marin et continental non différenciés
- m2RY - Faciès caillouteux et arénique du Massif central

2. CONTEXTE

2.1. Environnement

2.1.1. Localisation

cf figure 1 : Carte de localisation à 1/100 000 et à 1/25 000

La commune de Clérieux d'une superficie de 13,5 km², se situe dans le nord du département de la Drôme à 10 kilomètres au nord-ouest de Romans-sur-Isère et à 23 kilomètres au nord-est de Valence.

Le territoire communal est limité :

- au nord par les communes de Marsaz et Saint-Donat-sur-l'Herbasse,
- à l'est par la commune de Saint-Bardoux,
- au sud par la commune de Grange-lès-Beaumont,
- à l'ouest par les communes de Chanos-Curson, Veaunes et Chavannes.

2.1.2. Contexte géologique

cf figure 2 : Carte géologique

Clérieux est incluse dans la feuille géologique de Tournon.

La structure géologique au droit de la commune est constituée de terrains d'âge tertiaire (des époques Miocène et Pliocène : -23,5 à -1,8 millions d'années) ainsi que de terrains d'âge quaternaire (inférieurs à 1,8 millions d'années).

Les **zones de collines** de la commune situées sur les parties ouest et est du territoire présentent des terrains de **molasses miocènes marines de faciès alpin** composées de sables et de grès (m₂s). Elles sont localement recouvertes d'**argiles marines** du Pliocène (p₁m) entre les Clodits et Pont de l'Herbasse, de **formations résiduelles** du Quaternaire (RS) contenant des cailloutis et des sables siliceux au lieu-dit Les Clodits, et de **dépôts limoneux argileux** (OE₁) sur la partie nord est de la commune.

En outre, dans les combes entaillant les collines mais aussi sur les zones de relief, affleurent des **alluvions des très hautes terrasses** (Fv) et des **hautes terrasses** (Fw) contenant des cailloutis et des sables plus ou moins consolidés, présents à la limite communale avec Chanos-Curson ou encore dans la combe du lieu-dit Les Sables.

La **vallée de l'Herbasse** qui traverse la partie centrale de la commune présente quant à elle à l'affleurement des **alluvions torrentielles et fluviales récentes** (Fz₁) composées de sables, limons et argiles plus ou moins caillouteux, ainsi que des **alluvions fluviales et torrentielles des basses terrasses** (Fy) composées de cailloutis et de sables, que l'on retrouve en limite sud de la commune. Des **colluvions polygéniques** (C) affleurent également en bordure de la vallée de l'Herbasse, au droit des lieux-dits La Teppe et les Fresses.

2.1.3. Contexte hydrogéologique

Source : Schéma Directeur d'Assainissement de 1998

Il existe une nappe aquifère dans la molasse du Miocène dont la direction générale d'écoulement est orientée vers le sud-ouest.

L'Herbasse, sur le territoire communal, et la Veune, à l'ouest de celui-ci, drainent cette nappe créant ainsi deux lignes de partage des eaux qui modifient localement les directions d'écoulement :

- au sud-ouest de la commune (en limite de la commune voisine) apparaît une première ligne de crête Saviaux – Les Clodits où une partie des eaux s'écoule en direction de l'Herbasse, à l'est,
- à l'est du territoire communal, il existe une seconde ligne de crête Saint-Bardoux – Piedmelion où une partie des eaux s'écoule vers l'ouest en direction de l'Herbasse.

Quelques sources ou suintements pérennes sont signalés au sud de la commune.

Aucun captage destiné à l'alimentation en eau potable n'est implanté sur la commune.

2.2. Démographie et urbanisme

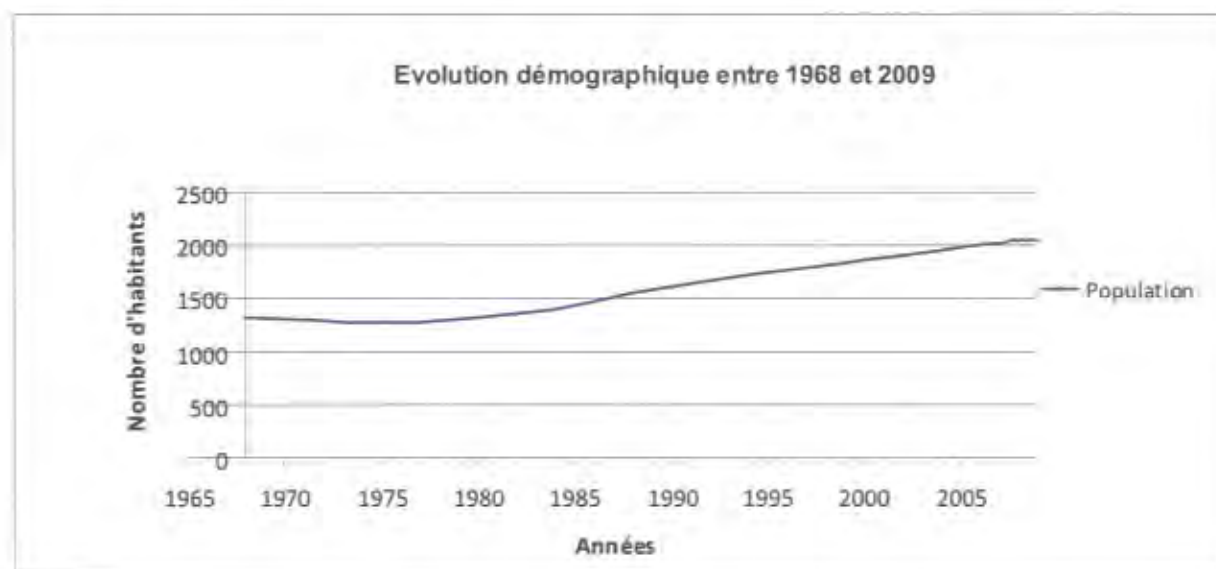
2.2.1. Démographie

Sources : Recensements de la population (INSEE), Rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme (2009)

La population municipale de 2009 (chiffre utilisé au 1^{er} janvier 2012) est de **2051 habitants**.

Les données des 5 derniers recensements de la population font apparaître les tendances de l'évolution démographique sur les 40 dernières années.

On note une stagnation relative de la population entre 1968 et 1982, puis une croissance sur la période 1982-2008.



Le tableau ci-dessous fait apparaître :

- le **léger déclin de la population entre 1968 et 1975**. Dans le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme de Clérieux, il est indiqué que la diminution de la population dans les années 1960-1970 (-4% entre 1968 et 1975) est essentiellement liée à la fermeture d'une importante entreprise de fabrication de chaussures.
- le **pic de croissance de la population entre 1982 et 1990**, qui s'élève à près de 19% et les périodes de croissance plus modérée sur les périodes 1975-1982 (+6%), 1990-1999 (+14%) et 1999-2009 (+12%).

	Taux d'évolution annuel moyen	Taux d'évolution entre deux recensements
1968 à 1975	-0,6%	- 4 %
1975 à 1982	+0,9%	+6%
1982 à 1990	+2,15%	+19%
1990 à 1999	+1,48%	+14%
1999 à 2009	+1,14%	+12%

2.2.2. Evolution de l'urbanisation

2.2.2.1. Les données de l'INSEE

Source : Chiffres clés (INSEE)

Le **nombre de logements** présents sur la commune de Clérieux a été chiffré à **831 en 2008** (INSEE), logements parmi lesquels **779 sont considérés comme logements principaux**, 29 comme résidences secondaires, et 23 logements vacants.

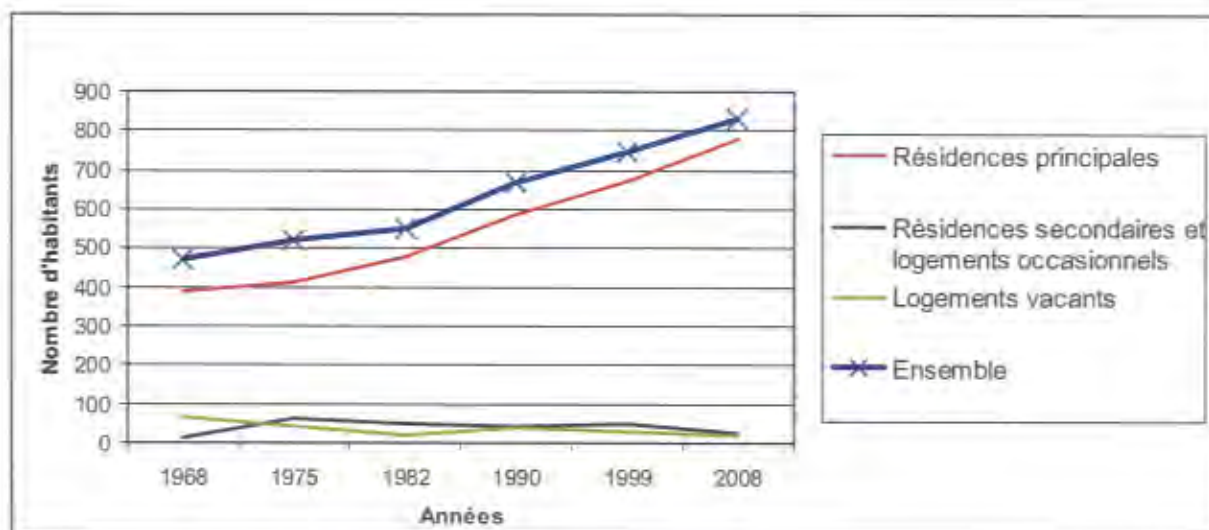
La population de la commune varie peu en période estivale, car il n'existe pas de structures d'accueil touristique.

La majeure partie de la population se localise en rive gauche de l'Herbasse (présence du centre du village et de lotissements). La partie de la commune située en rive droite comporte des hameaux disséminés.

Le graphique suivant présente l'évolution de l'urbanisation sur la commune **depuis les années 70**. Celui-ci montre la **nette augmentation du nombre total de logements** (+ 76% entre 1968 et 2008) ainsi que du nombre de résidences principales (deux fois plus important en 2008 qu'en 1968), et ce surtout depuis 1982. Le nombre de logements secondaires a lui aussi connu une forte augmentation (+93% sur l'ensemble de la période) cependant il ne représente que 3,5% du nombre total de logements. En outre, sur la période 1999-2008, cette tendance s'inverse : le nombre de résidences secondaires est en diminution (-40% sur la période la plus récente).

Enfin, le nombre de logements vacants a diminué de 65%. Il représente 2,5% du nombre total de logements.

Le rapport de présentation du PLU précise que certaines résidences secondaires et logements vacants sont réutilisés comme résidences principales.



360 logements ont été créés entre 1968 et 2008 sur la commune de Clérieux.

Voici l'évolution du nombre de logements détaillée par période.

	Nombre de logements créés	Evolution en %	Moyennes annuelles en nombre de logements
Entre 1968 et 1975	50	+ 10,6	+ 7,1
Entre 1975 et 1982	28	+ 5,4	+ 4
Entre 1982 et 1990	120	+ 21,9	+ 15
Entre 1990 et 1999	79	+ 11,8	+ 8,8
Entre 1999 et 2008	83	+ 11,1	+ 9,2
TOTAL	360		8,8

A l'image de l'évolution de la population, le **nombre de logements a fortement progressé entre 1982 et 1990** (120 nouveaux logements), et progressé plus modérément entre 1990 et 2008 (79 nouveaux logements entre 1990 et 1999 et 83 entre 1999 et 2008). Sur l'ensemble de la période considérée, c'est-à-dire entre 1968 et 2008, le nombre moyen de logements créés par an s'élève à 8,8. Sur la période représentant le pic d'augmentation du nombre de logements, soit 1982-1990, ce chiffre était de 15.

2.2.2.2. Les données communales

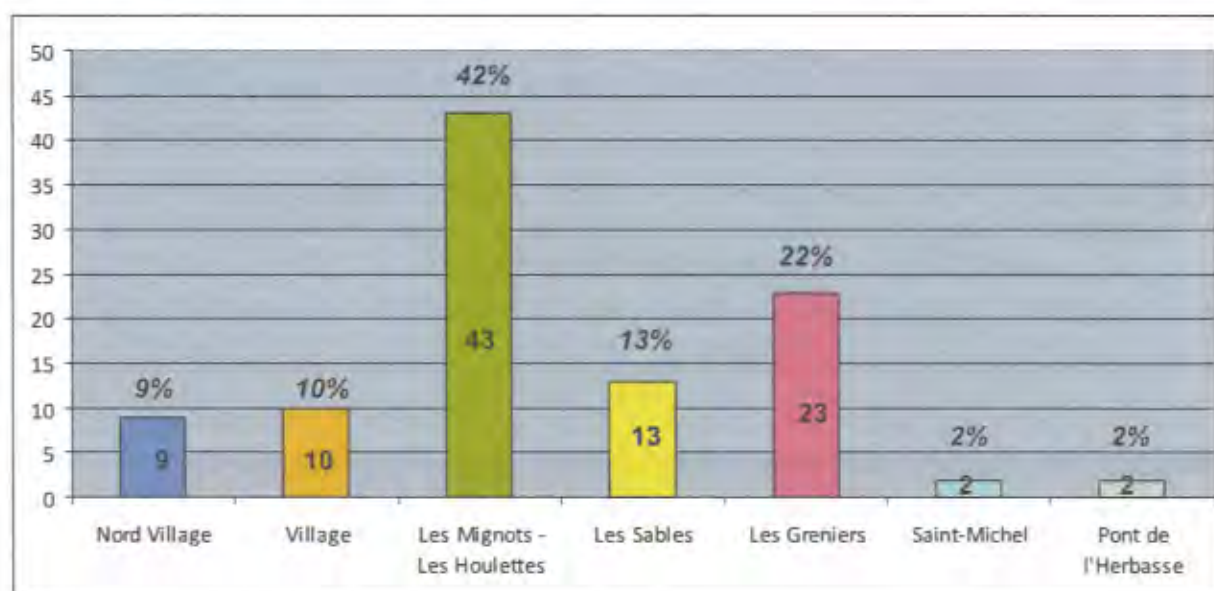
Source : Rapport de présentation du PLU (BEAUR, 2009)

L'analyse du nombre de permis de construire accordés¹ par la commune, permet d'évaluer le rythme de construction sur le territoire communal.

Le rapport de présentation du PLU précise que 150 autorisations de construire des logements ont été délivrées de 1998 à 2008, ce qui représente une **moyenne de 14 permis par an**.

Le niveau des autorisations est irrégulier selon les années : il est accentué lors de la réalisation de lotissements (5 lotissements pour un total de 25 lots en 2002) ou d'immeubles collectifs (en 2003, 2004, 2007 et 2008).

Par ailleurs, le rapport de PLU fait état du nombre et de la localisation des logements individuels construits entre 2001 (année d'entrée en vigueur du POS) et 2008. Cela permet de repérer les principaux secteurs en expansion :



¹ L'analyse a porté sur les permis de construire correspondant à la construction de logements et aux changements d'affectation de bâtiments en logements.

Les secteurs qui se sont le plus construits sur cette période sont ceux des **Mignots** et des **Houlettes** qui représentent 42% des constructions de logements individuels.

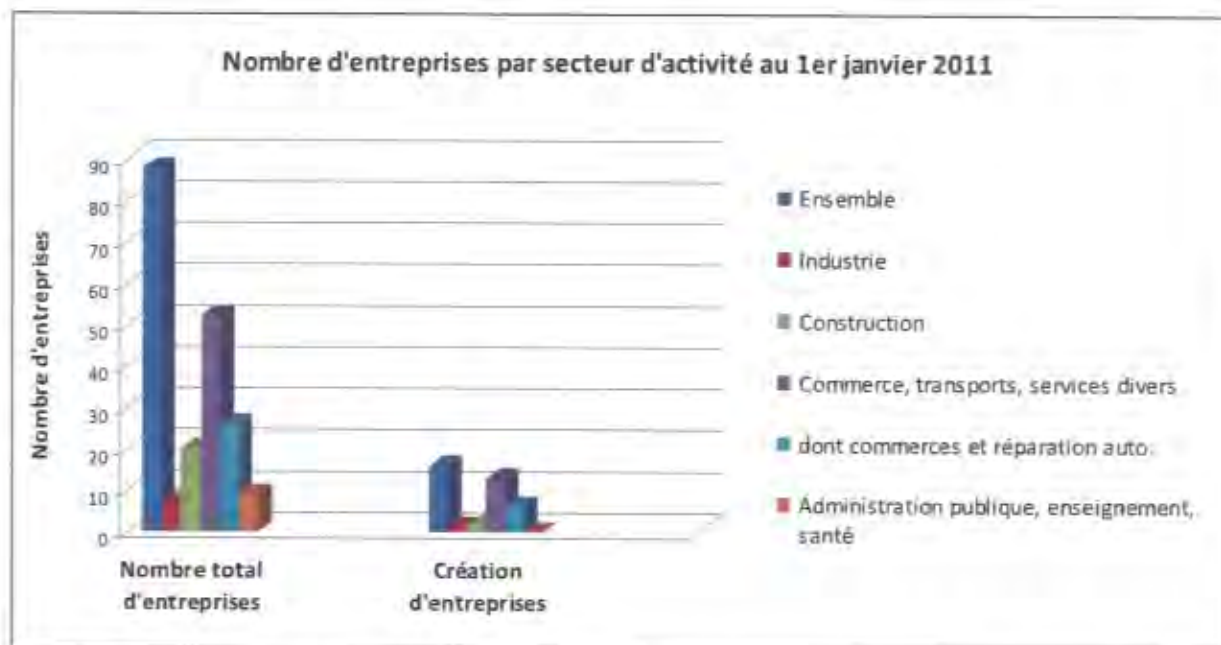
2.2.3. Activités économiques

Source : Recensement Général Agricole de 2010, Registre Parcellaire Graphique de 2010, Chiffres clés (INSEE)

Les activités économiques de Clérieux sont relativement diversifiées.

L'**activité agricole** est **très visible** sur le territoire, qui comporte **716 hectares de Surface Agricole Utile** (données de 2010). L'orientation technico-économique de l'agriculture est la **polyculture** (vignes, maïs, vergers, semences, blé...) et le **polyélevage** (on compte notamment 4 exploitations de porcins pour un total de 2100 têtes environ (données de 2010). Le rapport de présentation du PLU indique qu'il existe également des exploitations d'élevage de vaches allaitantes, de caprins, de poules pondeuses et de chevaux.

En dehors du secteur agricole, **88 entreprises** sont recensées sur le territoire, au 1^{er} janvier 2011. Parmi ces 88 entreprises, 16 ont été créées en 2011.



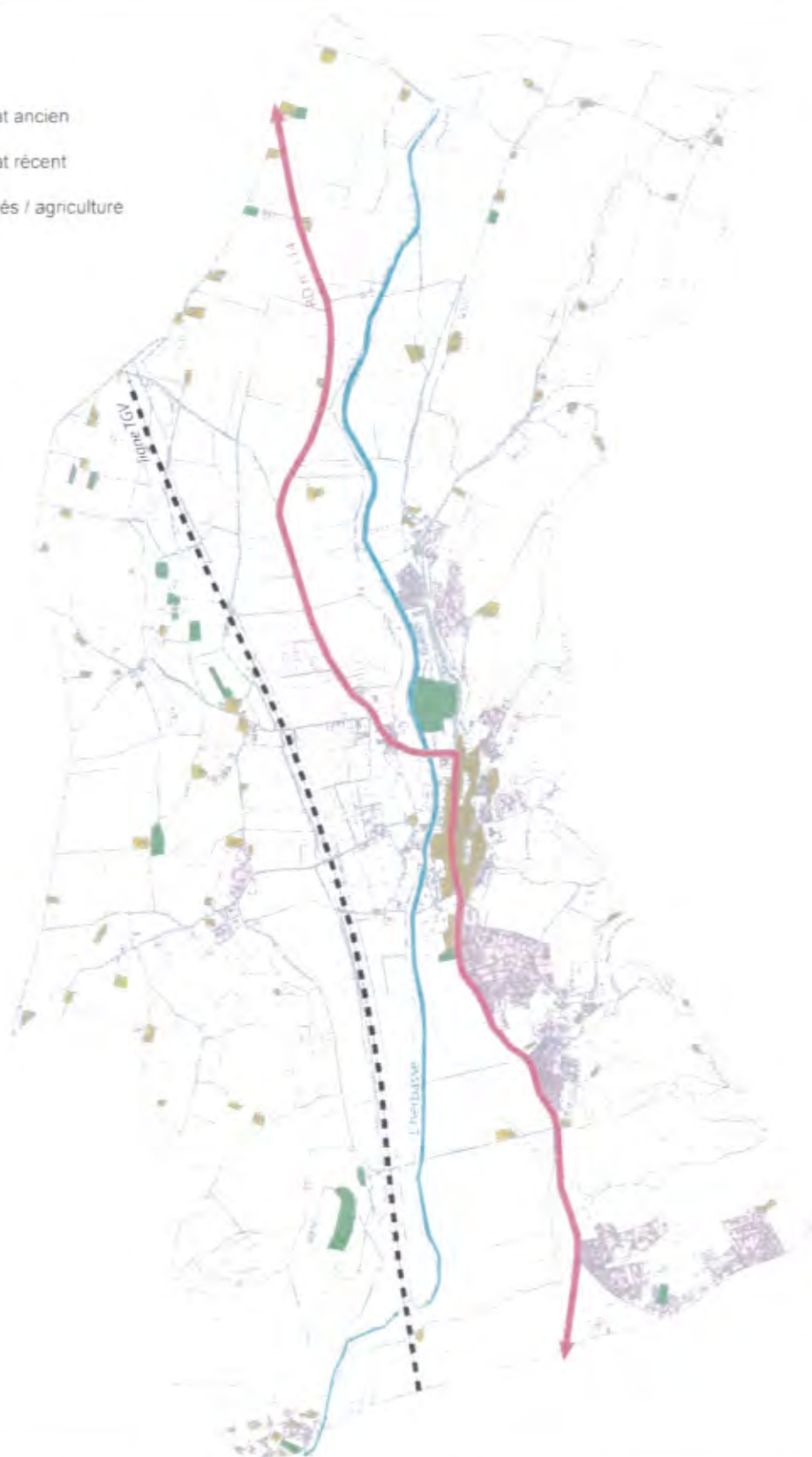
Près de 60% des entreprises relèvent du secteur du commerce, des transports et des services, près de 23% relèvent du secteur de la construction, 10% relèvent de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale et 8% de l'industrie.

Comme l'indique le rapport de présentation du PLU, les 2 principales entreprises de la commune sont :

- la cartoucherie CHEDDITE, installée sur un site de 80 hectares, près du lieu-dit Le Merley, qui représente 50 emplois. L'entreprise génère des risques technologiques et est classée au titre de la protection de l'environnement (SEVESO).
- la biscuiterie ESAL, située dans la zone d'activités au nord du village comprenant 30 emplois permanents et jusqu'à 80 emplois saisonniers.

LEGENDE

-  Habitat ancien
-  Habitat récent
-  Activités / agriculture





AUF : Zones à urbaniser fermées

AUFe : Secteur à vocation d'équipements collectifs

AUo : Zones à urbaniser ouvertes à vocation principale d'habitat

AUoi : Zones à urbaniser ouvertes à vocation d'activités économiques



2.2.4. Actuelles et futures zones d'extension de l'urbanisation

Source : Rapport de présentation du PLU

2.2.4.1. Zones d'urbanisation actuelles

Cf. figure 3 : Répartition du bâti

La commune de Clérieux compte différentes zones urbanisées :

- l'**unité principale** correspond à la **zone située en bordure rive gauche de l'Herbasse**, allant du lieu-dit Les Petits Théomes aux Houlettes. Elle constitue une zone de construction continue le long de l'Herbasse et de la RD 114. Cette unité est délimitée à l'ouest par l'Herbasse et à l'est par les collines. Ces 30 à 40 dernières années, le village s'est développé vers le nord avec la construction de cités ouvrières pour répondre aux besoins d'une importante entreprise industrielle et vers le sud sous forme d'habitat pavillonnaire moins dense. L'habitat récent a également investi les coteaux à l'est (Péaney, Four Banal) et au sud-est du village (Les Mignots, Les Houlettes, La Vonière).
- des **hameaux secondaires** sont situés au sud de la commune (Pont de l'Herbasse, Les Sables, Les Greniers, Les Robines). Les trois derniers quartiers cités ont été urbanisés sous forme de lotissements qui s'insèrent dans des espaces naturels.
- des **habitations isolées** sont disséminées sur le reste du territoire.

Cf. figure 4 : Localisation des zones d'activités économiques

Deux zones sont réservées aux activités économiques. Elles sont situées en continuité immédiate du centre du village :

- la **zone d'activités nord**, dont les terrains sont aujourd'hui tous occupés. Cependant, se pose la question du devenir de certains anciens bâtiments d'activités dont une partie seulement est utilisée,
- la **zone d'activités des Mas** à l'entrée sud, également entièrement occupée (essentiellement par des activités de service).

2.2.4.2. Zones d'urbanisation futures

Cf. figure 5 : Zones d'urbanisation futures

Le projet de PLU identifie différentes zones à urbaniser :

- des **zones AUF** : zones à urbaniser fermées, nécessitant le renforcement ou l'extension des équipements publics, qui ne pourront être ouvertes à l'urbanisation qu'après une modification ou une révision du PLU. Il s'agit des lieux-dits **Les Mas Sud** à l'entrée sud du village (0,7 ha) et du **Four Banal**, le long de la route de Saint-Bardoux (3,1 ha). Ce sont des secteurs à vocation principale d'habitat.
La zone AUF comprend un secteur **AUFe** (de 1 ha) aux **Mas Sud**, à vocation d'équipements d'intérêt collectif. Situé en continuité de la zone de sports et de loisirs existante, il permettra l'implantation d'équipements communaux ou intercommunaux.
- des **zones AUo** : zones à urbaniser ouvertes, qui seront constructibles dès que les conditions imposées dans le règlement et les orientations d'aménagement seront remplies. Il s'agit de zones à vocation principale d'habitat. Les réseaux sont présents ou prêts de l'être à proximité et les différents secteurs pourront être ouverts à

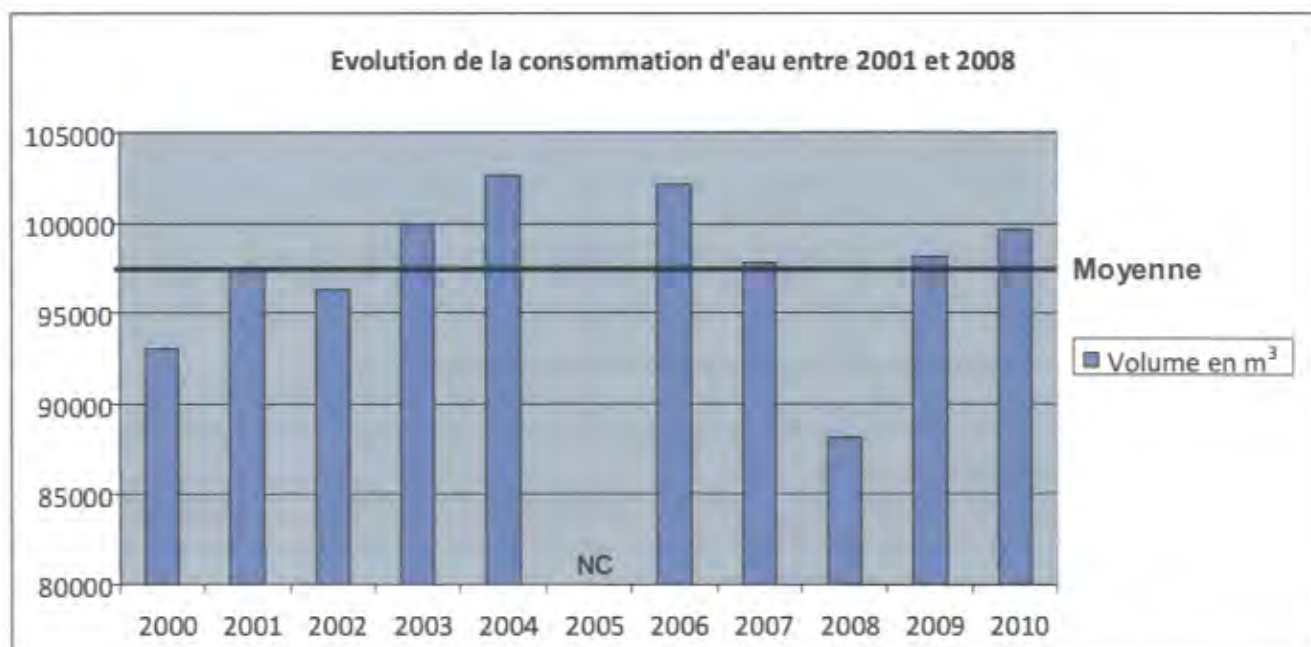
l'urbanisation dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble. La zone sera consacrée à de l'habitat individuel dense. Les deux secteurs concernés sont **Les Fabriques** au nord-est du village (0,7 hectare) et **Les Mignots** (1,4 hectares).

En outre, est délimitée une zone **AUoi**, à vocation d'activités économiques, au droit du lieu-dit **Bouvier**, au sud de la commune (8 ha). Elle devrait prochainement être aménagée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Romans.

2.3. Consommation d'eau potable

Les derniers chiffres disponibles sur la consommation d'eau potable sont ceux de 2010. Elle avoisine **99 600 m³**.

Le graphique suivant indique l'évolution de la consommation d'eau depuis 2000 :



Les volumes d'eau consommés sont variables, mais la **moyenne s'établit autour de 97 500 m³**.

NB : Pour 2005, la donnée est manquante.

Pour le calcul de l'impact du projet d'assainissement sur le prix de l'eau, la consommation d'eau potable correspondant à la partie de la population en assainissement non collectif ne doit pas être prise en compte, car ces habitants ne sont pas concernés par les équipements collectifs. La commune comporte 177 installations d'assainissement non collectif, ce qui correspond à environ 530 EH. Si l'on soustrait leur consommation d'eau (calculée sur la base d'une consommation moyenne de près de 48 m³/habitant/an) de la consommation totale de la population raccordée, le chiffre de consommation de 2010 s'élève à 74 057 m³. C'est le chiffre qui servira à calculer l'impact sur le prix de l'eau (cf. *partie 7 – Analyse financière*).

3. SITUATION ACTUELLE DE L'ASSAINISSEMENT

Le Schéma Directeur d'Assainissement de la commune date de 1998. Il a été mis à jour en 2001 pour intégrer l'aptitude des sols à l'assainissement autonome du quartier de Saint-Michel.

3.1. Assainissement non collectif

3.1.1. Aptitude des sols à l'infiltration et zonage

Sources : Schéma général d'assainissement de la commune de Clérieux (août 1998) et complément d'étude (décembre 2001) par GéoPlus

Cf. Annexe 1 : Cartes d'aptitude des sols à l'assainissement autonome (GéoPlus, 1998 et 2001)

Lors de l'élaboration du Schéma Directeur d'Assainissement en 1998, l'aptitude des sols à l'assainissement autonome a été testée.

La **carte de zonage global** fait apparaître trois types de zones définies sur la base de critères morphologiques, géologiques et hydrogéologiques :

- des **zones inaptes en raison de la pente trop importante**. C'est le cas d'une large **partie est** de la commune et également de l'essentiel de la **partie ouest** de la commune constituée d'un relief de collines.
- des **zones inaptes en raison de la trop faible perméabilité** (< 6 mm/h). Cela concerne le **nord-est** du territoire communal (les Fresses, les Théomes, la Teppe, les Perrets), ainsi que quelques zones de l'ouest de la commune, comme le quartier de Saint-Michel. Cette faible perméabilité s'explique par la présence de loess et de formations Pliocène argileuses.
- des **zones aptes dans les secteurs de pente faible à modérée** (<15%) et constitués d'alluvions anciennes et de molasses. Ces types de terrains se rencontrent en particulier sur le **nord-ouest** de la commune des Tuilières aux Clodits.

En outre, 4 secteurs ont fait l'objet d'analyses approfondies avec **tests d'infiltration** pour définir leur capacité à recevoir ou non un épandage souterrain (le Four Banal, les Petites Sétérées et Saint-Jean en 1998, ainsi que le quartier de Saint-Michel en 2001 lors de la mise à jour du schéma).

Voici ci-dessous le zonage défini pour ces trois secteurs et les préconisations présentées :

Secteur	Zones	Parcelles	Epandage
A – Four Banal	Rouge	62 en partie	Exclu
	Verte	62 en partie	25 m² de tranchées
		62 en partie	40 m² de tranchées
B – Petites Sétérées	Rouge	57 en partie	Exclu
	Verte	54, 55, 57 en partie	15 ³ de tranchées
		58, 64, 67, 130, 131	
		63 en partie	25 m² de tranchées
C – Saint-Jean	Rouge	57 en partie	Exclu
	Verte	43, 44 et 39, 41 en partie	15 m² de tranchées
		41 et 42 en partie	25 m² de tranchées
D – Saint-Michel	Rouge	9 en partie, 23 en partie, 63 a en partie, 83 en partie, 92 en partie, 93 a en partie	Exclu
	Verte	9 en partie, 21 en partie, 22 en partie, 23 en partie, 83 en partie, 92 en partie	25 m² de tranchées
		92 en partie, 93a en partie	15 m² de tranchées

Dans le secteur de **Four Banal**, la perméabilité du sol est faible à médiocre, et la pente moyenne à élevée. La partie la plus en pente (>15%) a été classée inapte. L'autre partie a été classée apte, avec recommandation de mise en place de 25 m² de tranchées filtrantes.

Dans le secteur des **Petites Sétérées**, les critères Sol, Eau, Roche, Pente sont globalement favorables à l'assainissement autonome, hormis sur une partie de parcelle.

Dans le secteur de **Saint-Jean**, la plupart des parcelles présentent une pente trop forte pour mettre en place de l'assainissement autonome. Sur d'autres parcelles, l'infiltration est possible avec des tranchées filtrantes de 15 ou 25 m² selon la localisation.

Dans le secteur de **Saint-Michel**, l'aptitude à l'assainissement autonome est très variable selon la localisation.

Compte tenu des contraintes techniques et économiques présentées, la commune a fait le choix de maintenir en **assainissement non collectif**, la **majeure partie des hameaux**, ainsi que **l'extension nord du village**, au-delà du quartier des Fabriques.

3.1.2. Le contrôle des installations d'assainissement non collectif

Source : Service Public d'Assainissement Non Collectif de la Communauté d'Agglomération du Pays de Romans

177 installations d'assainissement non collectif ont été répertoriées par la commune et le SPANC¹ de la Communauté d'Agglomération du Pays de Romans, dont 170 ont été contrôlées, soit 96% d'installations recensées.

45% des installations contrôlées (77) nécessitent à ce jour des travaux de mise en conformité.

Celles-ci relèvent de deux catégories :

- **IARP : Installations à Réhabiliter Prioritairement (délai 4 ans) :**
 - existence d'un rejet d'effluents non traités à l'air libre et présentant ainsi un risque sanitaire par contact avec des germes potentiellement pathogènes,
 - existence d'un rejet d'effluents non traités situé dans un périmètre de protection de captage,
 - existence d'un rejet d'effluents non traités à proximité d'une source ou d'un puits ou dans un cours d'eau.
- **IAR : Installation à Réhabiliter :**
 - installation induisant un rejet indirect dans le milieu naturel en présence d'une nappe à moins de trente mètres de profondeur,
 - existence d'un rejet d'effluents

Depuis 2005, 5 installations ont fait l'objet de travaux. Et on note depuis 2003, on dénombre 16 dépôts de permis de construire.

3.2. Assainissement collectif

3.2.1. Le zonage de 1998

cf. Annexe 2 : Zonage d'assainissement (Schéma général d'assainissement- Géoplus, 1998)

Le zonage d'assainissement de 1998 a délimité :

- les **zones d'assainissement collectif** raccordées au réseau existant :
 - l'unité urbanisée principale de la commune des Fabriques au nord jusqu'au Houlette au sud,
 - l'unité secondaire des quartiers des Sables et des Greniers.
- les **futures zones raccordées** au réseau d'assainissement :
 - le quartier Saint-Michel,
 - quelques parcelles au nord du quartier Péaney,
 - la partie est du quartier des Sétéreés,
 - la partie nord du quartier des Mignots,
 - le quartier du Pont de l'Herbasse.

¹ **SPANC** : Service Public d'Assainissement Non Collectif

3.2.2. Réseau communal d'assainissement

3.2.2.1. Descriptif du réseau actuel

cf. annexe 3 : Plans des réseaux d'assainissement

Le **réseau d'assainissement collectif** de Clérieux ne se développe que sur la partie de la commune située en rive gauche de l'Herbasse. Il s'étend **entre le lieu-dit Viretard jusqu'à la limite sud est du territoire communal**. Il dessert l'ensemble des quartiers de l'unité urbaine principale, ainsi que les quartiers de Viretard, des Petits Thèmes, des Sables et des Greniers.

Le réseau est essentiellement unitaire hormis sur les tronçons les plus récents dans lesquels il est **séparatif (quartiers La Riveraine, Les Mignots, Les Sables et Les Greniers)**. Sur ces secteurs, le réseau d'eaux pluviales rejette dans l'Herbasse.

3.2.2.2. Les données du diagnostic réseau

Source : Rapport d'inspection télévisuelle (SAUR, mai 2011)

Cf. annexe 4 : Plan et listing des anomalies constatées dans le cadre du diagnostic réseau (source : SAUR, mai 2011)

En mai 2011, la commune a fait réaliser un **diagnostic d'une partie de son réseau** par inspection caméra.

Deux secteurs ont été étudiés :

- **secteur 1 : Du quartier de la riveraine au quartier des Fabriques** (linéaire de 1178 m)
- **secteur 2 : De la montée de la Loive et rue de la Vallée jusqu'au croisement avec la RD 114a** (linéaire de 784 m)

Le diagnostic fait apparaître que le réseau présente certains défauts. On observe :

- **des décalages verticaux ou latéraux** en particulier entre RV0 et RV10 (quartier de la Riveraine) et entre RV34 et RV37 (montée de la Loive),
- **des joints élastomères sortis de leur emplacement** principalement entre RV12 et RV33 (quartier de Clerval et partie nord du centre du village),
- **une ovalisation de conduite entre RV12 et RV15** (quartier de Clerval),
- la **présence**, ponctuellement, de **racines et radicelles** entre RV12 et RV14 (quartier de Clerval),
- **des dépôts de sédiments ou de béton** en divers points : entre RV38 et RV31 (amont de la jonction des conduites de la montée de Loie et la rue de la Vallée), entre RV39 et RV40 (rue de la Vallée), entre RV42 et RV44 (amont de la jonction de la conduite de la rue de la Vallée et de la rue du Moulin à la jonction rue de la Vallée avec la rue de l'Eglise),

Globalement, **le secteur 1 présente davantage de défauts que le secteur 2**. Ceux-ci rendent le **réseau non étanche** aux intrusions et aux sorties d'eau.

3.2.3. La station d'épuration

Source : Agence de l'eau Rhône-Méditerranée

Le réseau d'assainissement dirige les eaux usées vers la station d'épuration intercommunale de Romans-sur-Isère à laquelle 11 communes sont connectées. La station d'épuration a une **capacité de 107 900 Equivalents Habitants**. Elle a été mise en service fin 2002. La filière de traitement utilisée comprend un **prétraitement**, une **décantation physique** et un **système de boues activées**. Les eaux usées traitées sont rejetées dans l'Isère.

Les données disponibles pour l'année 2010, sur le traitement des eaux usées indique que la réglementation est respectée pour les paramètres DBO5, DCO, Ngl et Pt.

4. SITUATION ACTUELLE DU RESEAU DE COLLECTE DES EAUX PLUVIALES

La compétence gestion des eaux pluviales est exercée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Romans (CAPR).

4.1. Le zonage

Pour l'heure, la commune ne dispose pas Schéma Directeur des Eaux Pluviales.

4.2. Le réseau communal

4.2.1. Descriptif du réseau

Seuls les **quartiers urbanisés les plus récents** disposent d'un **réseau spécifique** pour la collecte des eaux pluviales (quartiers La Riveraine, Les Mignots, Les Sables et Les Greniers). Sur ces secteurs, le réseau d'eaux pluviales rejette dans l'Herbasse.

Sur les **autres zones** desservies par le réseau assainissement, les eaux pluviales sont collectées avec les eaux usées dans un **collecteur unique**. Il existe **deux déversoirs d'orage au droit du quartier Four Banal**, qui rejettent l'excès d'eau dans l'Herbasse. Les fréquences de déversement de ces ouvrages sont inconnues.

4.2.2. Les résultats des études relatives aux eaux pluviales

La gestion des eaux pluviales présente des dysfonctionnements. Lors d'événements pluvieux, les eaux provenant du versant est ruissellent abondamment, et les ouvrages actuels (regards avaloirs et regards grilles) ne parviennent pas à les évacuer car le collecteur unitaire se met en charge.

Les eaux pluviales se répandent ainsi dans la **rue de la Vallée** et causent des dommages sur les habitations.

Pour parvenir à gérer ces problèmes de ruissellement, la commune a fait élaborer plusieurs études (étude SOGREAH – septembre 2007, étude BEAC – juin 2009, étude C2i -décembre 2010 et décembre 2011) proposant des aménagements (création d'un déversoir d'orage, remplacement d'une partie de la canalisation principale, mise en séparatif, création d'un bassin de rétention).

Une synthèse de ces études a été réalisée fin 2011 sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération du Pays de Romans. Celle-ci pointe **le manque de précision des études** sur le fonctionnement hydrologique et celui du système de collecte des eaux pluviales, l'absence d'une vision globale à l'échelle du bassin versant de la gestion des eaux pluviales, l'absence de prise en compte de l'urbanisation future, l'absence de justification des solutions proposées (faisabilité technique et économique, impact sur le milieu récepteur, conformité avec les outils de gestion de l'eau), le manque de connaissance du fonctionnement du réseau d'assainissement et des déversoirs d'orage.

Ainsi, elle **propose la réalisation d'un schéma directeur de gestion des eaux pluviales**, à l'échelle du bassin versant, complétant les études existantes. Celui-ci comportera un programme de travaux, un zonage d'assainissement pluvial et un règlement d'assainissement.

5. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA POPULATION

Source : *Projet de révision du PLU (BEAUR, octobre 2009)*

Le projet de révision du PLU présente les perspectives de développement de la commune en terme d'urbanisation.

Les orientations retenues sont basées sur une **évolution démographique maîtrisée**, adaptée aux équipements et services collectifs et au caractère rural de la commune.

Le nombre de logements à produire est fixé par la commune à 100 logements sur 8 ans ce qui correspond à une croissance démographique de **1,5% par an**.

La municipalité entend poursuivre une **croissance du même ordre que celle enregistrée depuis une vingtaine d'années sur la commune** : elle est en capacité de faire face à ce niveau de croissance, tant sur le plan des réseaux que des équipements collectifs.

6. CHOIX DE LA COMMUNE

6.1. Rappel des travaux proposés dans le Schéma Directeur d'Assainissement de 1998

Divers travaux avaient été proposés à la commune dans le cadre du Schéma Directeur d'Assainissement :

Quartiers	Opérations proposées	Aménagements proposés
Quartier de Saint-Jean ou Pont-de-l'Herbasse	Raccordement au réseau collectif communal existant	Création d'un réseau séparatif (500 ml)
		Mise en place d'un poste de refoulement (dimensionné pour 100 EH)
		Création d'une conduite de refoulement jusqu'au réseau communal (2000 ml)
Quartier des Sêterées	Raccordement au réseau collectif communal existant	Création d'un collecteur eaux usées (960 ml)
		Création d'une conduite de refoulement (130 ml)
		Création d'un poste de relevage (dimensionné pour 50 EH)
Village	Extension du réseau pour connecter un groupe d'habitations situé au nord est du village	Création d'un collecteur neuf (230 ml)
Quartier des Mignots	Raccordement au réseau collectif existant	Création d'un collecteur séparatif

6.2. Travaux réalisés depuis 1998

Depuis la réalisation du Schéma Directeur d'Assainissement, seuls les travaux projetés au quartier des Mignots ont été réalisés.

Cependant, d'autres travaux non inscrits initialement ont également été effectués :

- extensions de réseau : dans les quartiers Petits Théomes, Péaney, Viretard, Les Théomes,
- extensions de réseau et mise en séparatif : dans les quartiers La Riveraine, Les Sables et les Robines.

6.3. Les projets de la commune

En raison des différentes considérations techniques, économiques et politiques à prendre en compte, la commune souhaite faire étudier les **possibilités d'extension de réseau** pour les secteurs "à urbaniser" identifiés dans le projet de révision du PLU :

A savoir:

- Les **zones AUF** :
 - Les Mas Sud (entrée sud du village),
 - Four Banal le long de la route de Saint-Bardoux
- La **zone AUFe** : Les Mas sud
- Les **zones AUo** :
 - Les Fabriques
 - Les Mignots
- La **zone AUoi** : Les Bouviers

La commune a également demandé d'examiner les possibilités d'extension de réseau au droit du **quartier Saint-Réméane**. Après vérification sur le terrain, l'acheminement des eaux usées de façon gravitaire jusqu'au collecteur principal n'apparaît pas envisageable en raison de la présence d'une contre-pente de la voirie entre les parcelles 69a et 85.

6.4. Les coûts du projet

Les linéaires de réseaux à créer pour raccorder les zones à urbaniser au réseau d'assainissement collectif ont été quantifiés. Voici ci-dessous par secteur, le détail des linéaires à créer ainsi qu'une estimation financière.

Ratios utilisés :

- 180 €/ml de réseau implanté en plein champ
 - 230 €/ml de réseau implanté au droit d'une voirie communale ou départementale
- + 20% = maîtrise d'œuvre, imprévus, frais annexes.

Coût prévisionnel du projet d'extension du réseau

COURT TERME	Localisation	Total travaux (€ HT)	Total opération (€ HT)
	Les Petits Théômes	31 000	40 000
	Four Banal	37 000	45 000
	Les Mignots	13 000	16 000
	Les Mas Sud	29 000	120 000
		13 000	
		60 000	
	Bouvier	-	-
	TOTAUX (arrondis)	183 000	221 000

Les coûts associés au raccordement du quartier Bouvier n'ont pas été estimés dans la mesure où un projet de création de réseau d'assainissement est mené par la CAPR.

7. ANALYSE FINANCIÈRE

7.1. Assainissement collectif

7.1.1. Travaux neufs : Taux de subventions potentiels

Le taux maximal de financement qui peut être attendu par la commune est de 70% du montant du projet. Il sera constitué de la dotation des équipements des territoires ruraux (DETR) et/ou des aides du Conseil Général de la Drôme.

7.1.2. Impact des travaux d'assainissement sur le prix de l'eau

Cf. annexe 5 : Récapitulatif financier

Le tableau ci-dessous présente l'impact du coût des travaux eaux usées sur le prix du mètre cube d'eau potable pour la solution retenue. Ces prix représentent l'augmentation par rapport au prix actuel du m³ que paieront les abonnés pour les nouveaux travaux d'assainissement collectif. Ils sont donnés à titre indicatif.

Montant de l'opération	221 000 € H.T.
Montant restant à charge de la commune	66 300 € H.T.
Volume d'eau distribué	74 057 m ³ /an
Augmentation au m³ d'eau*	0,16 €/m³

** Cet impact a été calculé avec un emprunt de la totalité de la part restant à charge de la commune à un taux de 6% sur 25 ans. Il tient également compte de l'amortissement technique.*

Avec 70% de financement et un prêt envisagé sur 25 ans à un taux de 6%, l'augmentation du prix du mètre cube d'eau sera de 0,16 €/m³.

Les coûts par type d'équipement et par quartier sont détaillés dans l'annexe 5.

7.2. Assainissement non collectif

La création ou l'extension des zones à urbaniser en non collectif doit tenir compte des résultats de la carte d'aptitude réalisée en 1998.

7.2.1. Coûts de réhabilitation

Pour les habitations situées en zone peu favorable, une étude complémentaire (500 à 650 € HT) devra être réalisée avant toute réhabilitation de système de traitement.

Les coûts estimatifs de réhabilitation des assainissements individuels non conformes ou manifestant des dysfonctionnements sont :

- dans le cas de systèmes classiques de type tranchées filtrantes, de l'ordre de **6 000 € H.T.** (hors étude, maîtrise d'œuvre et hors remise en état de la parcelle) ;
- dans le cas de systèmes contraignants de type filtre à sable drainé ou filtre compact avec rejet dans des tranchées d'infiltration de l'ordre de **7 500 à 8 000 € H.T.** (hors étude, maîtrise d'œuvre et hors remise en état de la parcelle).

7.2.2. Coûts d'exploitation et de renouvellement

La durée de vie des ouvrages d'assainissement est estimée à 30 ans pour une fosse septique et 20 ans pour un épandage souterrain. Le tableau suivant présente les coûts d'exploitation des systèmes d'assainissement non collectifs :

Coûts d'exploitation des systèmes d'assainissement non collectifs	
Une visite par le SPANC tous les 8 ans	120 à 180 € HT
Une vidange lorsque la fosse est à moitié pleine (tous les 3 à 4 ans)	280 à 300 € HT
Nettoyage du pré-filtre (tous les ans)	p.m.

8. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

L'élaboration du Zonage d'Assainissement conduit à la délimitation de zones relevant de l'assainissement collectif et de zones relevant de l'assainissement non collectif.

cf. Annexe 6 : Zonage d'assainissement réactualisé

8.1. Assainissement non collectif

Aucune étude d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif n'est prévue dans le cadre de la révision du zonage d'assainissement.

La commune fait le choix de maintenir l'ensemble des hameaux situés en rive droite de l'Herbasse en assainissement non collectif, ainsi que les hameaux de la Teppe, des Perrets et des Fresses situés en rive gauche.

8.2. Assainissement collectif

La commune a fait le choix d'étendre la zone d'assainissement collectif dans les quartiers suivants pour la rendre compatible avec le PLU :

- **Les petits Théômes** (parcelles 143 a et b),
- **Four Banal** (parcelle 1 et parcelle 164 b en partie),
- **Les Mignots** (parcelles 51, 139, 140, 153, 154, 159, 160, 162, 270, 271, 272),
- **Les Mas Sud** (parcelle 43 en partie),
- **Bouvier** (parcelles 18 et 19).

Le plan du zonage d'assainissement distingue deux types de zones :

- la **zone actuelle d'assainissement collectif** (en bleu),
- la **zone d'assainissement collectif**, immédiatement raccordable ou raccordable à court terme (< 5 ans) pour les zones identifiées AU dans le projet de révision du PLU (en marron),



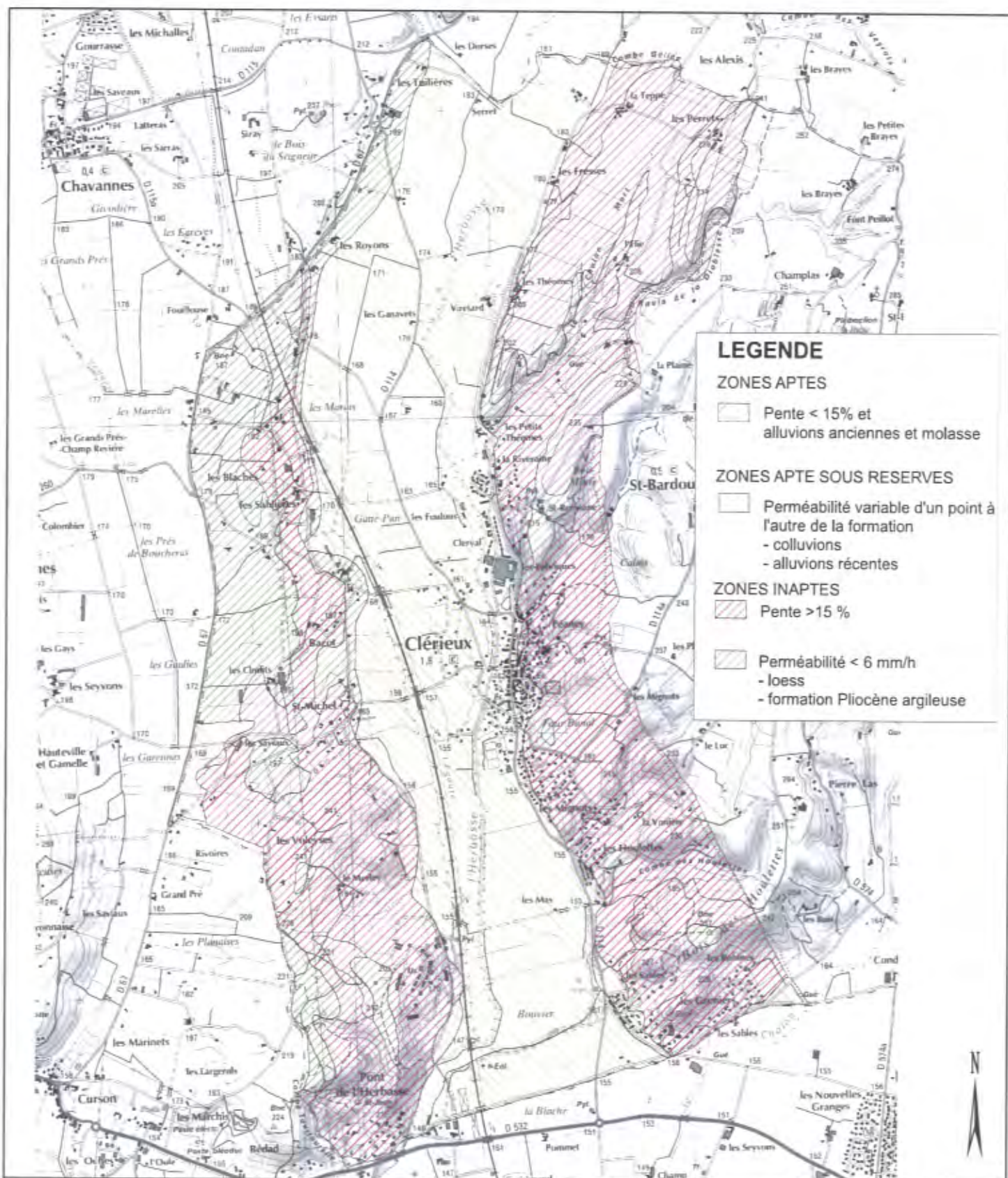
A Peyrins, le 18 juillet 2012
Pour GéoPlusEnvironnement
Stéphanie BARDEAU
Olivier RICHARD
Agence Sud-est

9. ANNEXES

- Annexe 1** Cartes d'aptitude des sols à l'assainissement autonome
(*Schéma Directeur d'Assainissement – Géoplus, 1998 et 2001*)
- Annexe 2** Zonage d'assainissement de 1998
(*Schéma Directeur d'Assainissement – Géoplus, 1998*)
- Annexe 3** Plan du réseau d'assainissement
(*Véolia, 2012*)
- Annexe 4** Plan et listing des anomalies identifiées dans le cadre du diagnostic réseau
(*SAUR, mai 2011*)
- Annexe 5** Récapitulatif financier
(*GéoPlusEnvironnement, juillet 2012*)
- Annexe 6** Proposition de zonage d'assainissement
(*GéoPlusEnvironnement, juillet 2012*)

Annexe 1

Cartes d'aptitude des sols à l'assainissement autonome
(*Schéma Directeur d'Assainissement – Géoplus, 1998 et 2001*)



LEGENDE

ZONES APTES

- Pente < 15% et alluvions anciennes et molasse

ZONES APTE SOUS RESERVES

- Perméabilité variable d'un point à l'autre de la formation
 - colluvions
 - alluvions récentes

ZONES INAPTES

- Pente > 15 %
- Perméabilité < 6 mm/h
 - loess
 - formation Pliocène argileuse

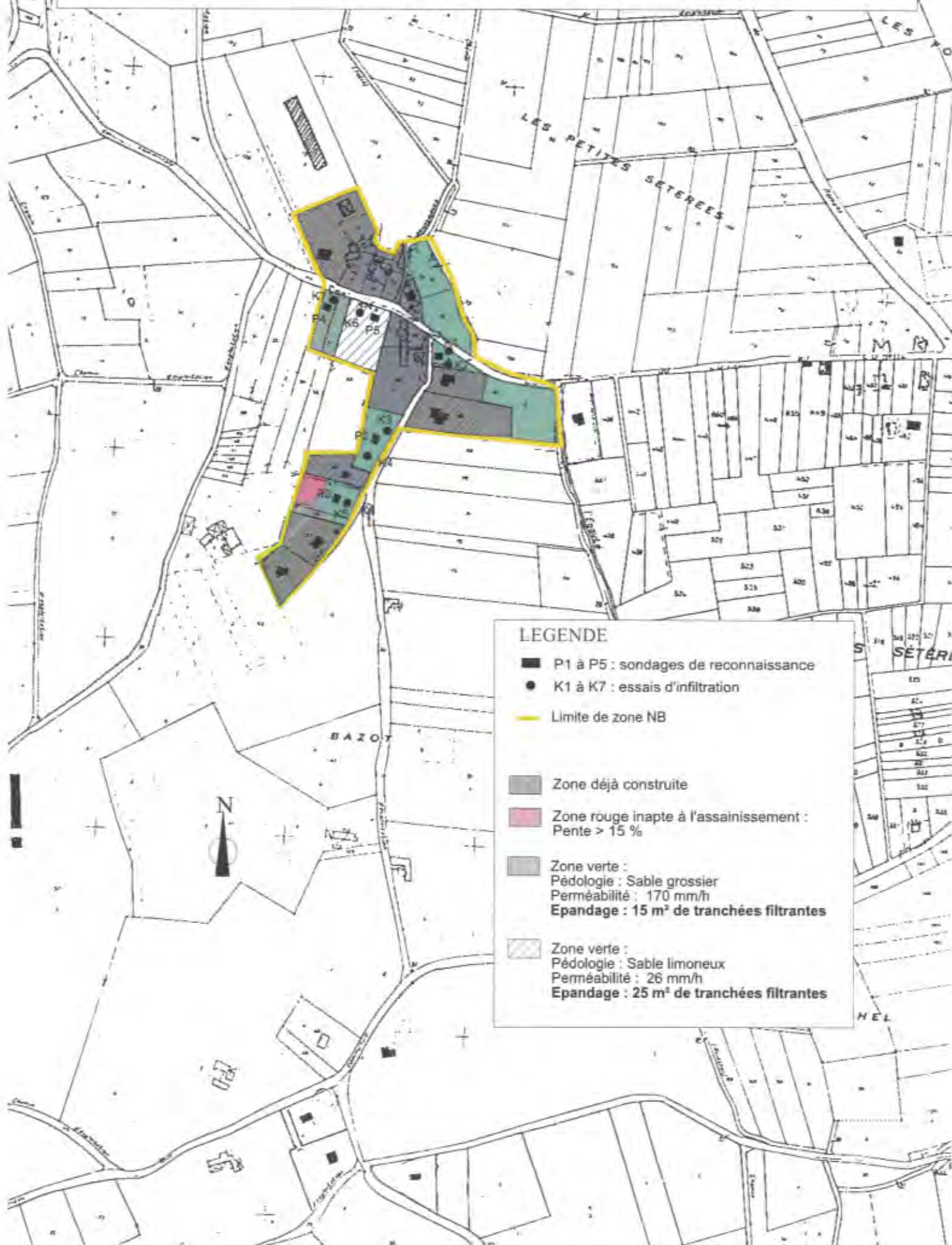
Secteur A : FOUR BANAL

Commune de
CLERIEUX

IMPLANTATION DES RECONNAISSANCES
ET CARTE D'APTITUDE

Echelle 1/ 2000





LEGENDE

■ P1 à P5 : sondages de reconnaissance

● K1 à K7 : essais d'infiltration

— Limite de zone NB

■ Zone déjà construite

■ Zone rouge inapte à l'assainissement :
Pente > 15 %

■ Zone verte :
Pédologie : Sable grossier
Perméabilité : 170 mm/h
Epandage : 15 m² de tranchées filtrantes

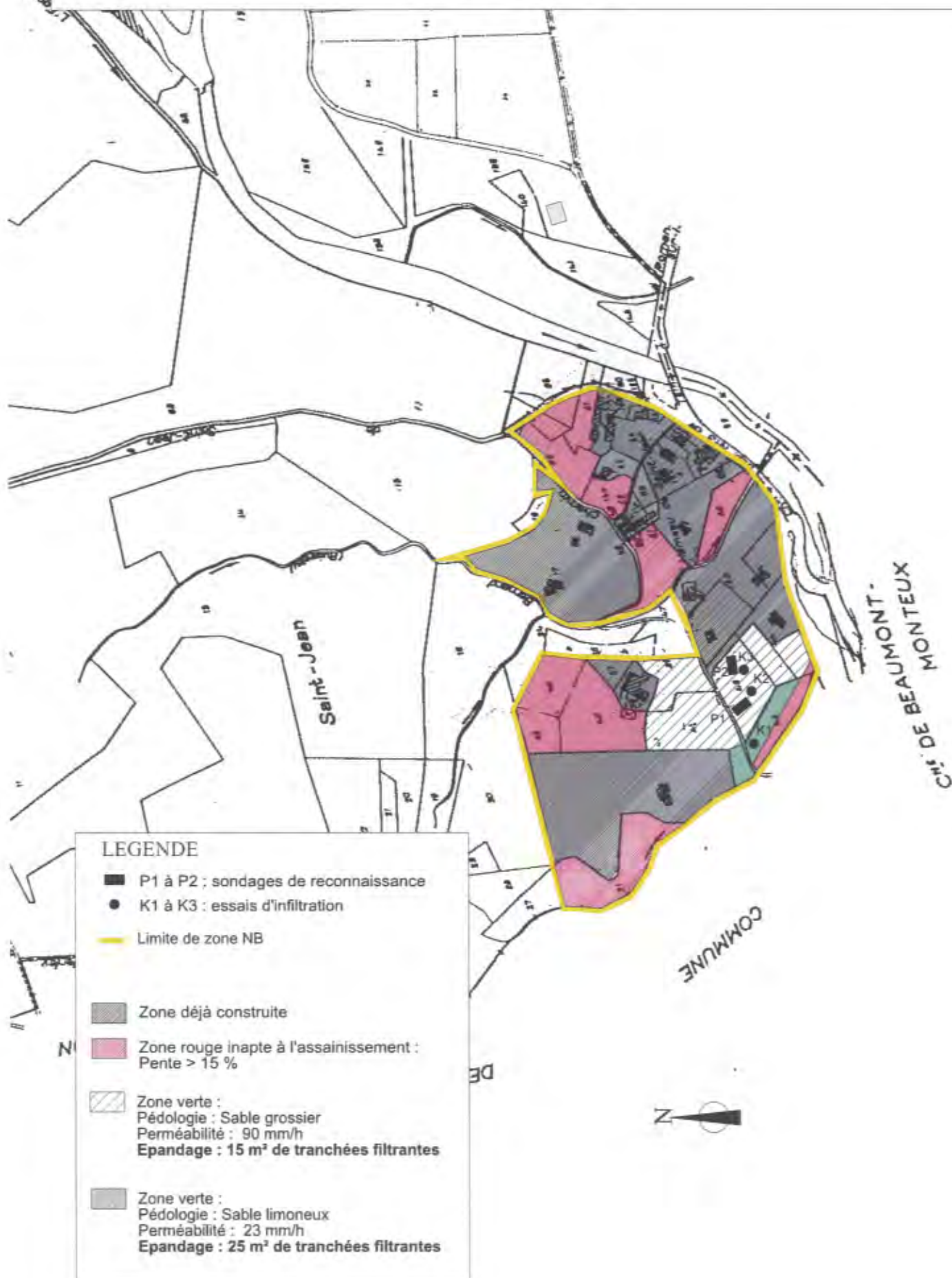
■ Zone verte :
Pédologie : Sable limoneux
Perméabilité : 26 mm/h
Epandage : 25 m² de tranchées filtrantes

Secteur C : SAINT JEAN

Commune de
CLERIEUX

IMPLANTATION DES RECONNAISSANCES ET CARTE D'APTITUDE

Echelle 1/ 5000



LEGENDE

■ P : sondages de reconnaissance
● K : essais d'infiltration

— Limite de zone NB

▨ Zone déjà construite

ZONES INAPTES - Zones rouges

▨ Pente > 15%
Epandage : exclu

▨ Pédologie : limon sable-argileux
Perméabilité < 6 mm/h
Epandage : exclu

ZONES APTES - Zones vertes

▨ Pédologie : sable limoneux
Perméabilité : 25 mm/h
Epandage : 25 m² de tranchées filtrantes

▨ Pédologie : sable grossier peu limoneux
Perméabilité : 180 à 320 mm/h
Epandage : 15 m² de tranchées filtrantes

SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

APTITUDE DES SOLS
A L'ASSAINISSEMENT AUTONOME

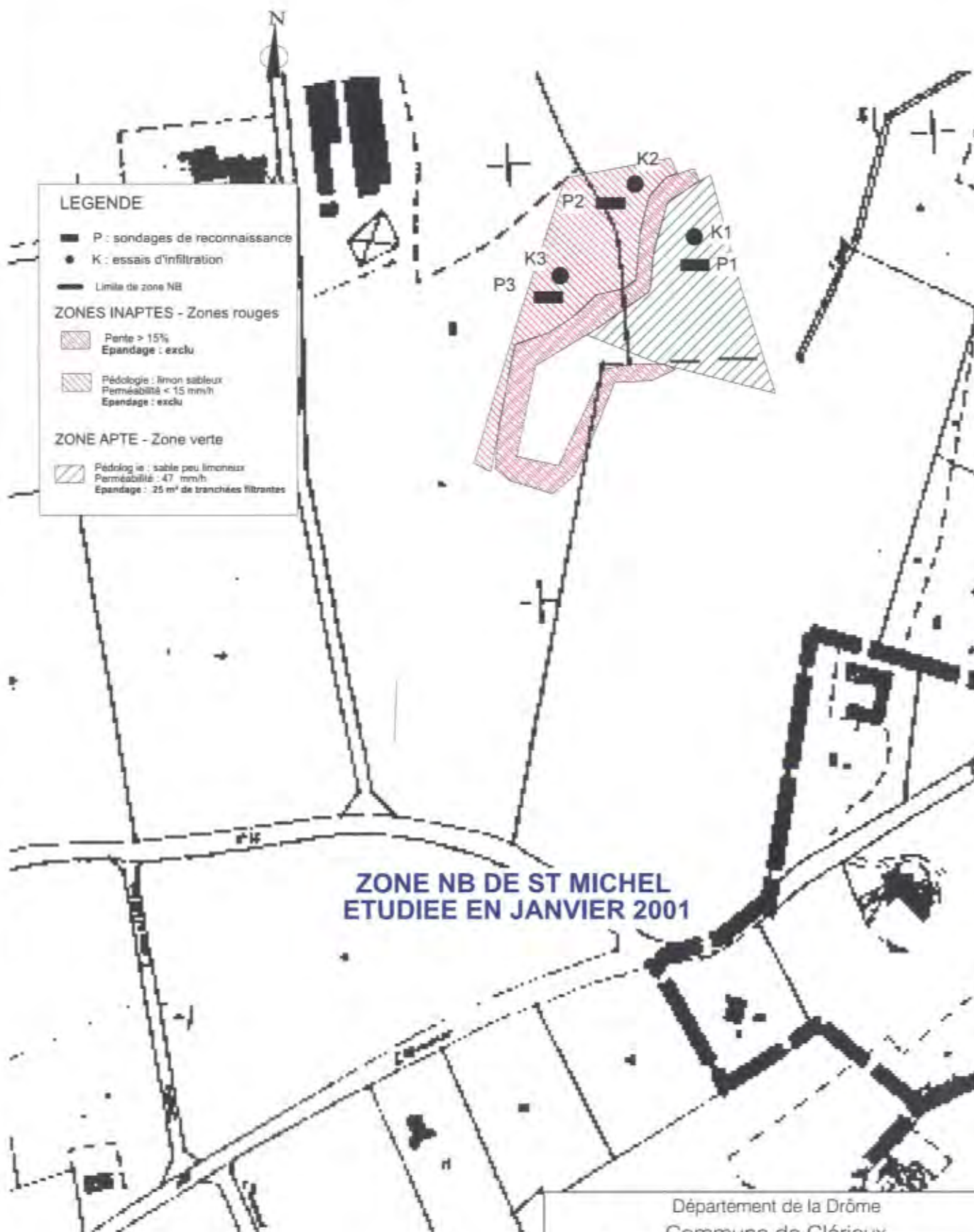
Commune de CLERIEUX

Quartier SAINT MICHEL

GEO+ - Janvier 2001



Echelle 1/ 2500

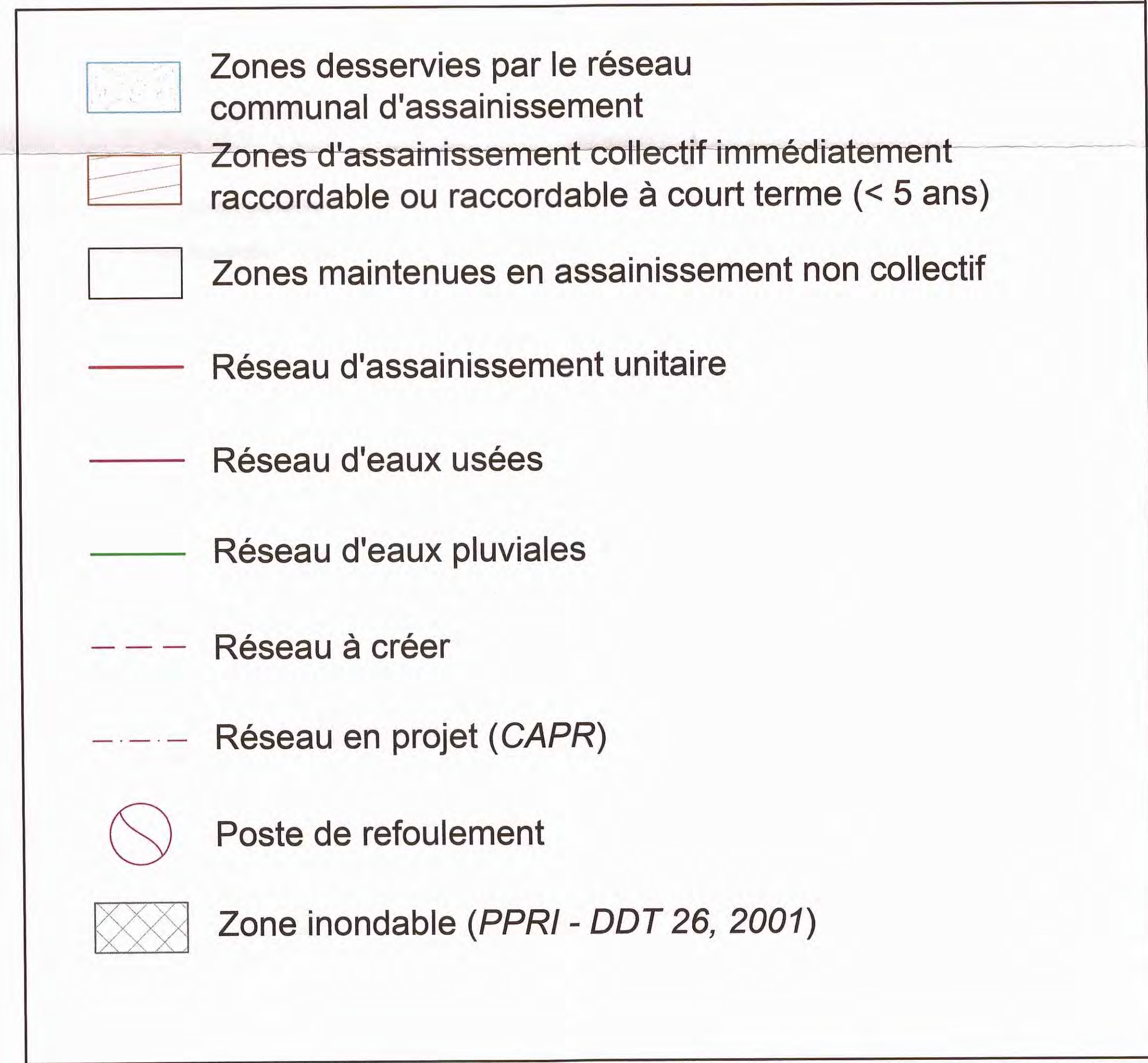


Département de la Drôme
Commune de Clérieux
Schéma Directeur d'Assainissement
APTITUDE DES SOLS
A L'ASSAINISSEMENT AUTONOME
Quartier SAINT MICHEL - secteur Nord

Date	Dessiné	Vérifié
12/2001	LA	
Modifié	Dessiné	Vérifié

GEO+
GEOPLUS SOCIÉTÉ D'ÉTUDES


Ech : 1/2500



Zonage d'assainissement des eaux usées

Proposition de zonage d'assainissement



Etude n°11111407			Agence Sud-est Quartier les Sables 26380 PEYRINS Tél. 04 75 72 80 00 Fax. 04 75 72 80 05
Date	Dessiné	Vérifié	
07/2012	HJ	SB	
Modifié	Dessiné	Vérifié	

